RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la souveraineté alimentaire

AVIS PORTANT EXTENSION D'UN ACCORD INTERPROFESSIONNEL CONCLU DANS LE CADRE D'INTER RHONE

L'accord interprofessionnel du 6 juin 2025 conclu dans le cadre de d'Inter Rhône et relatif aux règles d'organisation du marché des vins AOC et des indications géographiques spiritueuses de la Vallée du Rhône sont étendues jusqu'au 31 décembre 2028 par arrêté interministériel du 17 novembre 2025 et publié au *Journal officiel* de la République française le 21 novembre 2025 (AGRT2528023A).



ACCORD INTERPROFESSIONNEL 2026-2027-2028

RELATIF AUX REGLES D'ORGANISATION DU MARCHE DES VINS AOC ET DES INDICATIONS GEOGRAPHIQUES SPIRITUEUSES DE LA VALLEE DU RHONE

ARTICLE 1 - CHAMP D'APPLICATION

Les dispositions suivantes de l'Accord Interprofessionnel et de son annexe sont applicables à tous les professionnels (nommés opérateurs habilités dans la suite du document) qui produisent et/ou commercialisent des raisins, des moûts, des vins à Appellation d'Origine Contrôlée et les Indications Géographiques Spiritueuses suivants:

S'agissant des vins à Appellation d'Origine Contrôlée :

BEAUMES DE VENISE

CAIRANNE

CHÂTEAU-GRILLET

CHATILLON-EN-DIOIS

CLAIRETTE DE BELLEGARDE

CLAIRETTE DE DIE

CONDRIEU

CORNAS

COSTIERES DE NIMES

COTE ROTIE

COTEAUX DE DIE

COTES DU RHONE

COTES DU RHONE VILLAGES

COTES DU VIVARAIS

CREMANT DE DIE

CROZES-HERMITAGE (ou Crozes-Ermitage)

DUCHE D'UZES

GIGONDAS

GRIGNAN-LES-ADHEMAR

HERMITAGE (ou Ermitage)

LAUDUN LIRAC

LUBERON

MUSCAT DE BEAUMES-DE-VENISE

RASTEAU

SAINT-JOSEPH

SAINT-PERAY

TAVEL

VACQUEYRAS

VENTOUX

VINSOBRES

S'agissant des Indications Géographiques Spiritueuses :

EAU DE VIE DE MARC DES COTES DU RHONE

(ou Marc des Côtes du Rhône)

EAU DE VIE DE VIN DES COTES DU RHONE

(ou Fine des Côtes du Rhône

Les articles suivants ne s'appliquent pas aux Indications Géographiques Spiritueuses :

- Les points a), b) et c) de l'Article 4,
- Article 5,
- Article 8,
- Article 10,
- Article 14,
- et Article 15.

ARTICLE 2 - DUREE

Le présent accord est conclu pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2026.

TITRE I - CONNAISSANCE STATISTIQUE DU MARCHE

ARTICLE 3 - CONNAISSANCE DES RECOLTES, DES STOCKS ET DU POTENTIEL DE PRODUCTION

L'ensemble des opérateurs habilités doit fournir pour chaque campagne viticole à Inter Rhône les éléments suivants, détaillés par AOC et par couleur, ou par Indication Géographique Spiritueuse mentionnés à l'article 1 :

- Une édition complète de la déclaration de récolte pour les récoltants-vinificateurs,
- La déclaration de production pour les Caves Coopératives et les négociant-vinificateurs,
- Une déclaration de revendication pour l'ensemble des opérateurs vinificateurs,
- La déclaration de stocks par appellation en fin de campagne,
- Un récapitulatif des surfaces arrachées et replantées pour les récoltants-vinificateurs.

ARTICLE 4 - CONNAISSANCE PERMANENTE DES MOUVEMENTS DES PRODUITS

 a) Connaissance des transactions portant sur des raisins, des moûts ainsi que des premières transactions de vin : contrat de vente ponctuels et contrat d'application des contrats pluriannuels.

Les transactions portant sur des raisins et des moûts aptes à revendiquer les produits visés à l'article 1 et les premières transactions de vin au départ de la propriété des caves ou au départ des acheteurs de vendanges lorsqu'elles sont issues de raisins vinifiés par eux, donnent lieu à l'établissement d'un contrat de vente écrit - ou d'un contrat d'application dans le cas d'un contrat pluriannuel - et doivent comporter au moins les mentions figurant à l'article L631-24 alinéa III du code rural et de la pêche maritime. Au plus tard dans les 3 jours après la signature du contrat, celui-ci doit être enregistré sur la plateforme

Au plus tard dans les 3 jours après la signature du contrat, celui-ci doit être enregistre sur la plateforme interprofessionnelle Déclarvins d'Inter Rhône par l'acheteur ou le vendeur ou, le cas échéant, le courtier.

Ce contrat est revêtu des signatures de l'acheteur et du vendeur et de leurs représentants dûment mandatés s'il y a lieu. Il doit indiquer le prix net de la transaction calculé hors taxes, hors cotisations, hors frais de courtage et de mise.

Dans le cadre de contrat de vente dont le prix est déterminable, cela doit être indiqué dans le contrat. Les modalités de calcul du prix définitif, déterminées entre les parties, sont indiquées sur le contrat et conformément à l'art. L631-24 VIII du Code rural et de la pêche maritime, l'acheteur communique de manière lisible et compréhensible au vendeur avant le premier jour de la livraison des produits concernés par le contrat le prix qui sera payé. Le prix définitif devra être communiqué à Inter Rhône une fois établi.

Au plus tard dans les 3 jours suivant le dépôt d'un contrat à Inter Rhône, l'interprofession remet ou adresse un récépissé de ce dépôt sur lequel est porté le numéro d'enregistrement qui vaut visa interprofessionnel conformément à l'article L665.2 du code rural et de la pêche maritime.

Ce numéro d'enregistrement /visa est obligatoirement reporté sur les registres vitivinicoles et sur la déclaration récapitulative mensuelle telle que prévus par les articles 286 l et J de l'annexe II du code général des impôts et par l'article 50 – 00 G de l'annexe IV du code général des impôts.

En cas de mesures interprofessionnelles de mise en réserve et/ou de blocage étendues par les pouvoir public, l'interprofession n'enregistre pas de contrats et ne délivre pas de visa pour le vin concerné par la mesure.

Conformément à l'article L632-2-1 du Code Rural et de la pêche maritime, Inter-Rhône pourra prévoir les modalités de suivi des contrats exécutés en application des contrats types et établir un guide de bonnes pratiques contractuelles.

b) Connaissance des pactes coopératifs des unions de caves coopératives

La mise en œuvre des engagements souscrits par les caves coopératives dans le cadre de l'activité de collecte-vente de vin des unions dont elles sont associés-coopérateurs donnent lieu à l'établissement d'un enregistrement sur la plateforme interprofessionnelle Déclarvins d'Inter Rhône. Cet enregistrement doit comporter les mentions prévues dans le modèle de déclaration annexés à la présente convention.

c) Connaissance des contrats pluriannuels

SA PP

Les contrats pluriannuels établis entre les producteurs et les acheteurs et leurs avenants sont déclarés à l'interprofession à leur signature et sont enregistrés par elle.

Les contrats d'application de ces contrats pluriannuels doivent également faire l'objet d'un enregistrement auprès d'Inter-Rhône, conformément à l'article précédent, 4a).

d) Modèles de contrats et des pacte coopératif types

Conformément à l'article L632-2-1 du Code Rural et de la pêche maritime, Inter Rhône définit des contratstypes et un pacte coopératif types. Ces modèles sont annexés au présent accord :

- Contrat ponctuel de vente de raisin et de moûts,
- Contrat pluriannuel de vente de raisin et de moûts et son contrat d'application,
- Contrat ponctuel de vente de vin,
- Contrat pluriannuel de vente de vin et son contrat d'application,
- Déclaration d'application du pacte coopératif des unions de caves coopératives

Pour les contrats pluriannuels, les opérateurs peuvent utiliser leur propre modèle de contrats : ceux-ci doivent comporter au moins les mentions figurant à l'article L631-24 alinéa III du code rural et de la pêche maritime et mises en évidence dans les contrats-types annexés au présent accord.

e) Connaissance des sorties de chais

Les informations dont Inter Rhône doit disposer pour atteindre les objectifs au titre desquels elle a été reconnue doivent lui être transmises par les opérateurs habilités disposant d'un numéro d'entrepositaire agréé (caves particulières, caves coopératives et négociants), ci-après «l'opérateur».

L'opérateur déclare sa DRM sous format électronique. Il saisit ou transmet préalablement sur la plateforme interprofessionnelle Déclarvins d'Inter Rhône les informations économiques suivantes au plus tard le 10 de chaque mois : l'ensemble des flux et des stocks, entrées et sorties, distinguant les volumes conventionnels des volumes Bio et détaillés par couleur et par AOC et IG mentionnées dans le présent accord interprofessionnel ainsi que, pour les producteurs (caves particulières et caves coopérative), la correspondance entre les sorties de premières transactions en suspension de droit et le numéro d'enregistrements des contrats interprofessionnels concernés.

L'opérateur a la possibilité de déclarer également ses autres produits.

Pour les DRM des opérateurs relevant du Lot 2 de l'application «Ciel», c'est-à-dire les caves particulières, les caves coopératives et les négociants-vinificateurs, ces informations sont ensuite transmises par l'Interprofession, au plus tard le 10 du mois de chaque mois, à la DGDDI via l'application «Ciel» en vue de permettre la déclaration et le paiement des droits par l'opérateur. Les données saisies sur le portail d'Inter Rhône n'y sont alors plus modifiables.

Conformément à la convention conclue avec la DGDDI le15 septembre 2017 sur le fondement du dernier alinéa de l'article L. 632-7 du Code rural et de la pêche maritime, la DGDDI, une fois la déclaration réalisée et enregistrée sur Ciel, transmet à Inter Rhône les informations économiques de l'opérateur concerné.

Pour les DRM concernant les négociants relevant du Lot 1 de l'application «Ciel», la plateforme interprofessionnelle Déclarvins permet de générer un fichier qui est à déposer par chaque opérateur au plus tard le 10 du mois de chaque mois, à la DGDDI via l'application «Ciel» en vue de permettre la déclaration et le paiement des droits par l'opérateur.

f) Connaissance des exportations

L'enquête mensuelle statistique sur les introductions et expéditions de biens intra-UE (EMEBI) et le Document Administratif Unique (DAU) incluent le 9ème chiffre de la nomenclature douanière. Les DAE incluent les 9, 10, 11 et 12ème chiffres de la nomenclature douanière.

g) Connaissance des commercialisations

L'ensemble des opérateurs habilités commercialisant des vins AOC ou des Indications Géographiques Spiritueuses (caves particulières, caves coopératives et négociants) transmet chaque mois à l'interprofession un état détaillé de leur commercialisation ventilée notamment par AOC, par couleur, par pays, par circuit en volume et en valeur.

La liste des informations attendues, obligatoires et facultatives est annexée au présent accord. Les données sont déposées de façon dématérialisée sur la plateforme interprofessionnelle Déclarvins d'Inter-Rhône. Cette plateforme bénéficie du protocole HTTPS (Hyper Text Transfer Protocol Secure) et l'accès est protégé via un CAS (Central Authentification Service) : le certificat SSL qui crypte les données en ligne entre l'opérateur et Déclarvins garantit que l'activité de l'utilisateur n'a pas été tracée et qu'aucune de ses données ne peut être volée. Cette protection assure également l'intégrité des données, en empêchant que les fichiers soient corrompus lors de leur transfert. Et une authentification renforce la protection contre les attaques et assure à l'utilisateur qu'il est le seul à pouvoir accéder à ses données.

Page (3√8

Da

Enfin, l'ensemble des informations déposées par les opérateurs est anonymisé et agrégé lors de l'intégration sur la plateforme Déclarvins.

h) Connaissance des coûts de production du raisin

Inter Rhône met en place un observatoire sur les coûts de production des raisins aptes à produire les AOC de sa compétence pour les appellations qui le désirent.

TITRE II - REGLES D'ORGANISATION DU MARCHE

ARTICLE 5 - MESURES DE REGULATION DE L'OFFRE

Le cas échéant, les sections interprofessionnelles peuvent demander la mise en œuvre des dispositions de mesures de régulation de l'offre prévues par les règlementations européenne et nationale en vigueur. Ces décisions font l'objet d'un avenant voté en Assemblée Générale d'Inter Rhône puis approuvé et rendu obligatoire par l'Administration.

Cet avenant en précisera les modalités de mise en œuvre.

TITRE III - COTISATION INTERPROFESSIONNELLE

ARTICLE 6 - COTISATION INTERPROFESSIONNELLE

La cotisation est destinée à doter Inter Rhône des moyens financiers nécessaires à mener à bien les diverses missions qui lui sont confiées (cf. article 2 des statuts d'Inter Rhône).

ARTICLE 7 - MONTANT DE LA COTISATION

Le montant de la cotisation de chacune des AOC et IG Spiritueuses est fixé à :

	en € HT /hI pour les vins	en € TTC /hl pour les vins
	en € HT /hIAP pour les eaux-de-vie	en € TTC /hIAP pour les eaux-de-vie
Beaumes de Venise	5,50	6,60
Cairanne	8,00	9,60
Château-Grillet	3,50	4,20
Chatillon-en-Diois	5,00	6,00
Clairette de Bellegarde	5,35	6,42
Clairette de Die	5,00	6,00
Condrieu	12,00	14,40
Cornas	8,00	9,60
Costières de Nîmes	5,35	6,42
Côte Rôtie	8,00	9,60
Coteaux de Die	5,00	6,00
Côtes du Rhône	5,50	6,60
Côtes du Rhône Villages	6,00	7,20
Côtes du Vivarais	4,00	4,80
Crémant de Die	5,00	6,00
Crozes-Hermitage	7,00	8,40
Duché d'Uzès	5,00	6,00
Eau-de-vie de marc des Côtes du Rhône	10,00	12,00
Eau-de-vie de vin des Côtes du Rhône	10,00	12,00
Gigondas	8,50	10,20
Grignan les Adhémar	5,00	6,00
Hermitage	12,00	14,40
Laudun	9.00	10,80
Lirac	6,90	8,28
Luberon	4,00	4,80
Muscat de Beaumes-de-Venise	4,50	5,40

Rasteau	6,50	7,80
Saint-Joseph	8,00	9,60
Saint-Péray	8,00	9,60
Tavel	6,50	7,80
Vacqueyras	7,80 7,90 en 2027 8,00 en 2028	9,36 9,48 en 2027 9,60 en 2028
Ventoux	4,30	5,16
Vinsobres	7,20	8,64

Ce montant peut être modifié par avenant voté par l'Assemblée Générale d'Inter Rhône. En l'absence d'avenant, le montant de la cotisation de chacune des AOC et IG Spiritueuses reste celui voté dans l'avenant précédent ou, à défaut d'avenant, dans le présent accord interprofessionnel.

ARTICLE 8 - REPARTITION DE LA COTISATION

La cotisation est supportée :

- Pour les ventes de vin de la première transaction telles que définies aux articles 4.a et 4.c (volumes déclarés sur les DRM et les contrats interprofessionnels) :
 - à raison de 50 % par les vendeurs
 - à raison de 50 % par les acheteurs
- Dans les autres cas (volumes conditionnés déclarés sur la DRM) :
 - à 100 % par les déclarants

ARTICLE 9 - FAIT GENERATEUR ET PAIEMENT DE LA COTISATION

a) Fait générateur pour les vins à Appellation d'Origine Contrôlée

Le fait générateur de la cotisation est la sortie de chai obtenue via la déclaration des données économiques de la déclaration récapitulative mensuelle (DRM) déposée par le producteur, telle que prévu dans l'article 4.c du présent accord.

L'assiette des cotisations est fixée sur la base des sorties commerciales : vrac, petit vrac, conditionné en droits acquittés et suspendus ainsi que sur le bilan annuel des mouvements temporaires (hors distillation à façon) en fin de campagne.

Dans le cas particulier des acheteurs de vendanges, le fait générateur est la dernière déclaration de production de l'établissement communiquée à Inter Rhône (Cf article 3 Connaissance des récoltes, et des stocks et du potentiel de production).

b) Fait générateur pour les Indications Géographiques Spiritueuses

Pour les eaux-de-vie, le fait générateur de la cotisation est le volume revendiqué dans la déclaration de revendication. Une copie de cette déclaration devra être transmise par l'opérateur chaque année à Inter Rhône.

c) Paiement de la cotisation

Le paiement total est assuré par le producteur. La cotisation à Inter Rhône doit être réglée dans un délai maximum de 90 jours après la date de sortie de chais déclarée pour les vins, ou après la revendication pour les eaux-de-vie. Les factures de cotisation, émises le mois de la réalisation des Déclarations Récapitulatives Mensuelles (DRM), doivent être réglées dans un délai de 60 jours fin de mois à compter de leur date d'émission.

Dans le cas spécifique des acheteurs de vendanges, le paiement total est à la charge de l'acheteur. La cotisation à Inter Rhône doit alors être acquittée au plus tard le 30 juin suivant la déclaration, ou, en cas d'échéancier, répartie en huit traites mensuelles du 31 mai au 31 décembre suivant la déclaration.

d) Partage de la cotisation

Le producteur de vin (caves particulières et caves coopératives) refacture 50% de la cotisation à son acheteur.

Dans le cas de première transaction de vin issu de raisins ou de moûts vinifiés par lui – cas des négociants-vinificateurs - l'acheteur de vendanges facture 50% de la cotisation à son acheteur.

e) Défaillance

Dans les cas de défaillance économique de son acheteur prévus au règlement intérieur de l'interprofession, le producteur pourra obtenir le remboursement de la part-négociant de la cotisation interprofessionnelle objet du contrat, sous condition que :

- les vins au contrat ne soient pas récupérés par le producteur,
- le producteur apporte la preuve de la défaillance de son acheteur par tous les moyens à sa convenance.

f) Relance et évaluation d'office

En application de l'article L 632-6 du code rural et de la pêche maritime, lorsqu'un opérateur a omis d'effectuer les déclarations constituant le fait générateur des cotisations interprofessionnelles, l'interprofession, après une mise en demeure restée infructueuse au terme du délai d'un mois, peut procéder à l'évaluation d'office des sommes qui sont dues.

Cette évaluation est fondée, notamment, sur l'écart entre le stock fin de mois de la précédente DRM reçue et le stock début de mois de la dernière DRM reçue (ou de la déclaration des stocks), augmentée éventuellement de la déclaration de récolte.

Dans le cas où aucune DRM ne serait déposée ni auprès de l'interprofession, ni auprès de la Douane, Inter Rhône sera en droit de faire un appel provisionnel de CVO au vu de la Déclaration de Récolte.

Pour les acheteurs de vendanges, l'évaluation est réalisée à partir de la déclaration de revendication déposée à l'ODG ou, à défaut, à partir des entrées récoltes mentionnées dans la DRM.

Le recouvrement des cotisations interprofessionnelles est assuré par l'interprofession qui prend toutes les dispositions pour y parvenir.

La procédure de relance et de recouvrement est la suivante :

Tout retardataire est relancé par courrier et lettre recommandée avec avis de réception. A l'initiative du retardataire, une solution de recouvrement est proposée et est analysée par un expert-comptable de l'opérateur défaillant et validée par l'interprofession.

Au-delà du délai maximal de règlement fixé par l'article 9, l'interprofession exige des intérêts de retard au taux légal en vigueur ainsi qu'un remboursement des frais liés à la procédure de recouvrement éventuellement engagée. Ces intérêts et frais peuvent être revus à la baisse si un accord amiable est trouvé et respecté.

En l'absence de réponses aux relances de l'interprofession ou d'un accord amiable, ou en l'absence de respect de l'accord amiable trouvé, Inter Rhône engage une procédure contentieuse afin de faire constater la créance par le Tribunal compétent dans le but d'obtenir un titre.

En application de l'article L632-7 du code rural et de la pêche maritime, Inter Rhône peut saisir le directeur régional des douanes et droits indirects territorialement compétent, dans les conditions définies par l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au seuil de saisine du directeur régional des douanes et droits indirects par les organisations interprofessionnelles.

TITRE IV - SUIVI DE LA QUALITE

ARTICLE 10 - SUIVI AVAL DE LA QUALITE

Inter Rhône peut mettre en place un Suivi Aval de la Qualité dont les modalités seront définies dans le règlement intérieur de l'interprofession

TITRE V - APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD INTERPROFESSIONNEL

ARTICLE 11 - CONFIDENTIALITE

Les informations nominatives transmises à Inter Rhône dans le cadre du présent accord présentent un caractère confidentiel. Le personnel d'Inter Rhône et les partenaires sous convention qui en auraient connaissance sont soumis au secret professionnel.

SMPP

La diffusion des données par l'interprofession se fera dans le cadre du respect du secret statistique et de la règlementation générale sur la protection des données personnelles (RGPD).

ARTICLE 12 - AVENANT POUR L'APPLICATION DU PRESENT ACCORD

Chaque section interprofessionnelle peut proposer, pour les vins relevant de sa compétence, des avenants pris en application des règles définies au présent accord.

Ces avenants sont soumis à la procédure d'extension après leur adoption à l'unanimité des familles professionnelles représentées à l'Assemblée Générale d'Inter Rhône.

ARTICLE 13 - RESPECT DE L'ACCORD INTERPROFESSIONNEL ET BENEFICE DES SERVICES DE L'INTERPROFESSION

L'Accord Interprofessionnel et ses avenants sont soumis à la loi française.

En cas de non-respect, le litige sera soumis selon le cas à la compétence du Tribunal Judiciaire d'Avignon ou à l'Administration conformément aux articles D. 632-7 et suivants et R. 632-8-2 du Code rural et de la pêche maritime.

TITRE VI – DELAIS DE PAIEMENT ET DISPENSE D'ACOMPTE POUR LES CONTATS PLURIANNUELS

ARTICLE 14 - CONTRATS PORTANT SUR DES TRANSACTIONS DE RAISINS, DE MOUT OU DE VIN EN VRAC

Conformément à la dérogation prévue par l'article L 441-11 alinéa 4 b) du Code de commerce pour les raisins et le moût et à la dérogation définie par l'article 147 bis du règlement (UE) n° 1308/2013 s'agissant des vins en vrac, pour les contrats pluriannuels écrits enregistrés auprès d'Inter-Rhône et comportant au moins les mentions figurant à l'article L631-24 alinéa III du code rural et de la pêche maritime et d'une durée fixe de 2 ans minimum, les produits de la récolte de l'année N sont payés avant le 15 décembre de l'année N+1 et au moins 50% du montant total dû doit être payé avant le 30 juin de l'année N+1.

Les produits de la dernière année de récolte du contrat sont payés avant le 30 septembre de l'année suivante sauf reconduction du contrat dans le cadre d'un accord interprofessionnel étendu le prévoyant ; le cas échéant, les délais de paiement sont ceux visés au paragraphe ci-dessus.

ARTICLE 15 - DISPENSE D'ACOMPTE POUR LES CONTRATS PLURIANNUELS

La dérogation de l'article L. 665-3 du Code rural exclue du versement de l'acompte, prévu à l'alinéa 1er du même article, les transactions faisant l'objet d'un contrat pluriannuel écrit, enregistré auprès d'Inter-Rhône et comportant au moins les mentions figurant à l'article L631-24 alinéa III du code rural et de la pêche maritime et d'une durée fixe de 2 ans minimum.

Avignon, le 06 juin 2025

Le Président d'Inter Rhône Philippe PELLATON

Le Vice-Président de la Production

Damien GILLES

Le Vice-Président du Négoce Samuel MONTGERMONT



Accord Interprofessionnel Triennal 2026 - 2028 ANNEXES

Données de commercialisation correspondants à l'article 4 g)

Liste des informations collectées

- Date de la commercialisation
- Numéro assise du vendeur
- Raison Sociale vendeur
- CODE INAO du produit
 Nota: Le code INAO de l'appellation permet de connaître l'appellation + la couleur ou
- Code du nom complet du produit avec Nom de l'appellation + nom du Villages le cas échéant + couleur
- Millésime
- Libelle du produit propre à l'entreprise
- Label environnemental
- Pays destinataire final du produit
- Circuit de commercialisation
- Type de Conditionnement
- Volume de l'unité de conditionnement
- Quantité d'unités de conditionnement
- Prix hors droit, hors taxe, hors frais de transport de chaque unité commercialisée Nota: Il s'agit du «prix net net net», c'est-à-dire celui qui est facturé au client, notamment donc hors frais de promotion, de port, d'agent etc.
- Devise utilisée



VALEURS SECONDAIRES FACULTATIVES

Détail des informations attendues obligatoires et facultatives

VENTE SUR PLACE / CAVEAU CAFE/HÔTEL/RESTAURANT ATTENDUES ou exemple EXPORT OFF TRADE VENTE SUR SALON **EXPORT ON TRADE** VPC / INTERNET IMPORTATEUR GROSSISTE (= négociant dont le siège social se situe dans l'un des départements de la Vallée du Rhône : VALEURS OBLIGATOIRES ATTENDUES ou exemple (Ex:) VENTE PAR CORRESPONDANCE OU INTERNET NEGOCIANT OU UNION VALLEE DU RHONE CERTIFICATIONS ENVIRONNEMENTALES Ex: SCEA DOMAINE SAINT DOMINIQUE Ex: 2021 ou SMIL (pour Sans Millésime) NEGOCIANT HORS REGION BAG IN BOX / POCHE / CUBI GRANDE DISTRIBUTION Ex: 00750ml ou VRAC 84/30/07/26/42/69/38) Ex: FR09999999999 **BIO / BIODYNAMIE** HARD DISCOUNT CONVENTIONNEL Ex: 18/05/2022 CIRCUIT TRAD Ex: Ma cuvée Ex: CDR B BOUTEILLE Ex: 1B530 CANETTE Ex: EUR EXPORT Ex: 528 Ex: 5,5 Ex: FR AUTRE VRAC Code du nom complet du produit avec Nom de l'appellation + nom du Prix hors droit, hors taxe, hors frais de transport de chaque unité DESCRIPTION de l'information attendue Volume de l'unite de conditionnement Quantite d'unites de conditionnement Libelle du produit propre à l'entreprise Villages le cas échéant + couleur Pays destinataire final du produit Circuit de commercialisation Date de la commercialisation Type de Conditionnement Numero accise du vendeur Raison Sociale vendeur CODE INAO du produit Label environnemental commercialisée Devise utlisée Millesime

RX S

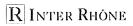


Accord interprofessionnel Triennal 2026 - 2028 ANNEXES

Contrats-types et pactes coopératifs-type correspondants à l'article 4 d)

- Contrat ponctuel de vente de raisin et de moûts,
- Contrat pluriannuel de vente de raisin et de moûts
- et son contrat d'application,
- Contrat ponctuel de vente de vin,
- Contrat pluriannuel de vente de vin
- et son contrat d'application
- Déclaration d'application du pacte coopératif entre une Union et une cave associée





Saisie le :

Accord Interprofessionnel Triennal 2023 -2025 - ANNEXE CONTRAT DE VENTE INTERPROFESSIONNEL DE RAISINS et de MOUTS

N° de Visa du contrat :

Saisie via Déclarvins (DTI)

Relations précontractuelles : initiative du producteur Le présent contrat doit être précédé d'une proposition préalable du vendeur. Au titre des critères e indicateurs relatifs aux coûts pertinents de production en agriculture et à l'évolution de ces coûts. E Tout refus, ou réserve de l'acheteur, portant sur la proposition doit être fait par écrit, motivé et doit Le vendeur peut mandater son courtier pour qu'il fasse la proposition préalable en son nom et pour la proposition préalable du vendeur, ou son mandat au courtier accompagné de la proposition prée Le vendeur peut exiger par écrit de l'acheteur une offre écrite d'achat.	ille constitue le socle de la négociation entre le vendeur et l'acheteur. être transmis au vendeur dans un délai raisonnable. · son compte. Dans ce cas, le mandat doit être écrit.
Sous Vendeur	signés Acheteur
Type:	Туре :
Raison sociale :	Raison sociale :
Nom commercial :	Nom commercial :
N° RCS / SIRET :	N° RCS / SIRET :
Assujetti à la TVA : □ Oui □ Non	Assujetti à la TVA : □ Oui □ Non
N° CVI / EVV :	N° CVI / EVV :
N° accises / EA :	N° accises / EA :
Adresse:	Adresse:
Adresse de stockage si différente :	Adresse de livraison si différente :
Tél :	Tél:
Fax : Mél ;	Fax : Mél :
Signé sur Déclarvins , le :	<u>Signé sur Déclarvins, le :</u>
ci-après désigné "le vendeur	ci-après désigné "l'acheteur"
☐ Par l'intermédiaire de : Courtier à	: Signé sur Déclarvins, le :
N° d'inscription / Raison sociale / N° SIRET	ci-après désigné "le courtier"
PRODUIT / QUA	ALITE / ORIGINE
☐ RAISINS	□ MOUTS
o Ramassés par l'acheteur o Ramassés par le vendeur	
Appellation : Couleur	Millésime : (sans millésime)
Mention: Domaine/Château (à préciser)	Certification/Label: Conventionnel
Domaine/Château : Le vendeur autorise expressément l'Acheteur à utiliser son nom d'explo indiqué sur la facture et le document d'accompagnement. L'Acheteur devra respecter les e:	
du 4 mai 2012	☐ Bio en conversion
☐ Primeur	☐ Biodynamie
☐ Marque (à préciser) :	□ HVE 3
Marque : Le vendeur autorise expressément l'Acheteur à utiliser sa marque.	□ Autre:
Autre:	
SPECIFICITES	S DU CONTRAT
☐ Aucune spécificité ☐ Apport cont	ractuel à une union Contrat interne entre entreprises liées



Accord Interprofessionnel Triennal 2023 -2025 - ANNEXE CONTRAT DE VENTE INTERPROFESSIONNEL DE RAISINS et de MOUTS

PRIX unitaire net HT hors cotisation

Saisie via Déclarvins (DTI)

VOLUME / PRIX

TYPE DE PRIX PRIX DETERMINE Détermination du prix	QUA	NTITE Volume / (préciser Hi	Poids total / Surface , Kg ou HA)	convenu convenu (préciser €/HL ou €/Kg)	
Détermination du prix Conformément à l'art. L631-24 du Code Rural, les parties conviennent d'un prix déterminable selon une formule fixée librement entre elles dans le présent contrat. Cette formule doit intégrer et pondérer au moins les indicateurs suivants : -In ou plusieurs indicateurs issus du socle de la proposition de contrat (Indicateur(s) relatif(s) aux coûts pertinents de production en agriculture et à l'évolution de ces coûts), -In ou plusieurs indicateurs relatifs aux prix des produits agricoles et alimentaire constatés sur le ou les marchés sur lesquels opère l'acheteur et à l'évolution de ces prix, -In ou plusieurs indicateurs relatifs aux quantités, à la composition, à la qualité, à l'origine, à la traçabilité des produits ou au respect d'un cahier des charges. La formule, les indicateurs et leur pondération doivent être précisés ci-dessous : L'acheteur doit communiquer au vendeur le prix qui sera payé avant le premier jour de livraison des produits concernés, de manière lisible et compréhensible. PRIX Le prix s'entend Net : Hors Taxe, hors cotisations, hors transport, hors frais divers et hors courtage éventuels qui seront à régler en sus PAIEMENT DELAI LEGAL 30 jours après la date de livraison ou, en cas de Si délai Inférieur au délai légal, préciser lequel facture périodique au sens du 3 du 1 de l'article 289 du code général des impôts, 30 jours après la	TYPE DE	PRIX]		
Conformément à l'art. L631-24 du Code Rural, les parties conviennent d'un prix déterminable selon une formule fixée librement entre elles dans le présent contrat. Cette formule doit intégrer et pondérer au moins les indicateurs suivants: -Bn ou plusieurs indicateurs issus du socle de la proposition de contrat (indicateur(s) relatif(s) aux coûts pertinents de production en agriculture et à l'évolution de ces coûts), -Bn ou plusieurs indicateurs relatifs aux prix des produits agricoles et alimentaire constatés sur le ou les marchés sur lesquels opère l'acheteur et à l'évolution de ces prix, -Bn ou plusieurs indicateurs relatifs aux quantités, à la composition, à la qualité, à l'origine, à la traçabilité des produits ou au respect d'un cahler des charges. La formule, les indicateurs et leur pondération doivent être précisés ci-dessous : L'acheteur doit communiquer au vendeur le prix qui sera payé avant le premier jour de livraison des produits concernés, de manière lisible et compréhensible. PRIX Le prix s'entend Net : Hors Taxe, hors cotisations, hors transport, hors frais divers et hors courtage éventuels qui seront à régler en sus PAIEMENT DELAI LEGAL (30 jours après la date de livraison ou, en cas de facture périodique au sens du 3 du 1 de l'article 1289 du code général des limpôts, 30 jours après la	☐ PRIX DETERMINE				
Le prix s'entend Net : Hors Taxe, hors cotisations, hors transport, hors frais divers et hors courtage éventuels qui seront à régler en sus PAIEMENT DELAI LEGAL G30 jours après la date de livraison ou, en cas de facture périodique au sens du 3 du I de l'article 289 du code général des impôts, 30 jours après la	□ PRIX DETERMINABI	Conforméme librement ent Cette formule Pin ou plusie production er Pin ou plusie lesquels opèr Pin ou plusie ou au respect La formule,	nt à l'art. L631-24 du Code Rura re elles dans le présent contrat t doit Intégrer et pondérer au r urs indicateurs issus du socle du n agriculture et à l'évolution de urs indicateurs relatifs aux prix e l'acheteur et à l'évolution de urs indicateurs relatifs aux quar d'un cahier des charges. les indicateurs et leur pond	noins les indicateurs suivants : e la proposition de contrat (indicateur(s) relatif(s) aux coûts pe ces coûts), des produits agricoles et alimentaire constatés sur le ou les ma ces prix, ntités, à la composition, à la qualité, à l'origine, à la traçabilité d lération doivent être précisés ci-dessous : ur le prix qui sera payé avant le premier jour de livraison	rtinents de orchés sur des produits
☐ DELAI LEGAL ☐ COMPTANT ☐ AUTRE [30 Jours après la date de livraison ou, en cas de Si délai inférieur au délai légai, préciser lequel facture périodique au sens du 3 du 1 de l'article : 289 du code général des impôts, 30 Jours après la	Le prix s'entend Nei régler en sus		rs cotisations, hors transp	ort, hors frais divers et hors courtage éventuels qu	seront à
	☐ DELAI LEGAL ☐ COMPTANT ☐ AUTRE [30] Jours après la date de livraison ou, en cas de SI délai inférieur au délai légal, préciser lequel facture périodique au sens du 3 du 1 de l'article : 289 du code général des impôts, 30 Jours après la				

Le produit sera : ☐ r	retiré	□ livré	
Date de début de retiraison / livraison :		Date limite de retiraison / livraison :	





CONTRAT DE VENTE INTERPROFESSIONNEL DE RAISINS et de MOUTS

Saisie via Déclarvins (DTI)

CHAMP D'APPLICATION Ce contrat est exclusivement réservé aux achats de prévues par les parties venant les modifier ou les co	raisins/moûts. Il est soumis aux présentes condi ompléter	itions générales sauf conditions particullères
FORCE MAJEURE Les parties ne sauraient être tenues responsables c majeure, conformément aux dispositions de l'article majeure, et est reprise si les effets de la clause de r	1218 du Code civil. L'exécution des obligations e	i cette inexécution est due à un cas de force est suspendue pendant la durée de la force
Le cas échéant les parties signataires au contrat pe temporalité :	uvent définir dans le cadre ci-dessous les cas de	force majeure dans la limite de la loi et leur
RESILIATION Conformément à l'article L631-24 du Code rural et c supplémentaires, en y attachant éventuellement des production, le délai de préavis ainsi que l'indemnité indépendant de la volonté des parties, aucune péna	s délais de préavis et indemnités. Si la résiliation éventuellement attachés sont minorés. En cas d'	se justifie par la modification du mode de 'aléa sanitaire ou climatique exceptionnel
Cas de résiliation	Délai de préavis	Indemnité
Si aucun autre cas de résiliation n'est défini dans le	contrat pour des motifs autres que ceux prévus p	 par l'article L 631-24 du Code rural et de la Pêch

Le contrat entre en vigueur à compter de sa signature par toutes les parties et prend fin dès lors que son objet est réalisé, soit après la retiraison ou la livraison des marchandises et le complet paiement du prix.

RESERVE INTERPROFESSIONNELLE

Les volumes mis en réserve interprofessionnelle ne peuvent pas sortir des chais des opérateurs habilités et être commercialisés sous l'appellation d'origine contrôlée concernée avant la date de levée desdites mesures, fixée par l'organisation interprofessionnelle.

REPORT DU NUMERO DE CONTRAT

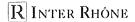
Le numéro du contrat de vente interprofessionnel est à reporter sur la DRM, sur la déclaration de transaction vrac de l'Ol/OC concernée, ainsi que dans le registre de cave.

REGLEMENT DES LITIGES

Si un différend intervient au sujet de la présente transaction, l'une ou l'autre des parties peut saisir la Commission d'Ethique interprofessionnelle. Dans le cas contraire, ou si le recours à la Commission d'Ethique interprofessionnelle a échoué, conformément à l'article L631-28 du code rural, les parties devront, préalablement à toute saisine du juge, soumettre leur différend à une procédure de médiation par le médiateur des relations commerciales agricoles et, en cas d'échec de la médiation, ils devront saisir le comité de règlement des différends commerciaux agricoles, sauf si le contrat prévoit un autre dispositif de médiation ou en cas de recours à l'arbitrage.

En cas d'échec, le tribunal compétent sera celui du lieu du domicile du défendeur.





CONTRAT DE VENTE INTERPROFESSIONNEL DE RAISINS et de MOUTS

Saisie via Déclarvins (DTI)

CLAUSES COMPLEMENTAIRES

TRANSFERT DE PROPRIETE, TRANSFERT DES RISQUES ET RESERVE DE PROPRIETE En vertu de l'article 2367 du code civil et par dérogation à l'article 1583 du code civil, les parties conviennent que le transfert de propriété de objets du présent contrat interviendra au moment de leur livraison matérielle. Toutefois, si à cette date, le prix n'est pas complètement payé l'acheteur, les produits resteront de convention expresse entre les parties la propriété du vendeur jusqu'au complet paiement du prix, dans conditions de la clause de réserve de propriété de la loi du 12 mai 1980. Le transfert des risques à l'acheteur intervient dès l'enlèvement de objets du présent contrat.	par les
En cochant la case ci-contre, les Parties renoncent expressément au bénéfice de cette clause	
Le cas échéant les parties signataires au contrat peuvent définir dans le cadre ci-dessous les cas de risque ainsi que les formes et cas de rœuvre de la clause de réserve de propriété :	mise en
EMISSION DE LA FACTURE L'émission de facture s'effectue au plus tard à la date de retiraison/livraison prévue au contrat même si le produit n'a pas été retiré/livré.	
En cochant la case ci-contre, les Parties renoncent expressément au bénéfice de cette clause Le cas échéant les parties signataires au contrat peuvent définir dans le cadre ci-dessous les modalités d'émission de la facture :	
TRACABILITE DES INGREDIENTS UTILISES Conformément aux articles 6 à 8 du Règlement (UE) 1169/2011 sur l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires, le vend s'engage à fournir à l'acheteur, pour chacun des lots couverts par le présent contrat, les informations obligatoires sur les denrées alimentain permettant à l'acheteur de fournir à son tour et si nécessaire ces informations au consommateur final. Le vendeur s'engage à fournir ces informations au moyen des documents commerciaux qui accompagnent la livraison de chaque lot, ou de préalable à celle-ci conformément aux modalités convenues entre les parties. En ce qui concerne la liste des ingrédients, la fourniture de ces informations s'effectue au moyen d'un document conforme aux obligations règlementaires et qui sera joint aux documents commerciaux mentionnés ci-dessus. En cas de manquement à cette obligation ou en cas de transmission d'information fausse ou incomplète, l'acheteur se réserve le droit d'engresponsabilité contractuelle du vendeur.	res :façon
AUTRES CONDITIONS	
SAISIE LIBRE DES AUTRES CONDITIONS CONVENUES ENTRE LES PARTIES	

CONDITIONS PARTICULIERES LIEES A L'ENREGISTREMENT DU CONTRAT :

CONDITIONS PARTICULIERES D'ENREGISTREMENT A INTER RHÔNE

Ce contrat doit être enregistré auprès d'Inter Rhône à l'initiative des contractants et, le cas échéant du courtier, au plus tard le 3 jours après sa signature, par voie électronique sur le portail interprofessionnel : https://declaration.declarvins.net/.

Un numéro d'enregistrement (visa) est attribué à l'enregistrement du contrat par l'interprofession qui adressera un accusé réception aux parties signataires.

L'acheteur et le vendeur déclarent avoir pris connaissance des modalités de vente telles que le prévoient l'accord interprofessionnel étendu d'Inter Rhône.

CONFIDENTIALITE DES DONNEES

Ce contrat destiné à Inter Rhône conservera un caractère confidentiel. Pour son exploitation, Inter Rhône est soumis au secret professionnel.

Sn VP

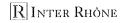


Accord Interprofessionnel Triennal 2023 -2025 - ANNEXE CONTRAT DE VENTE INTERPROFESSIONNEL DE VIN

Première mise en marché

Saisie via Déclarvins (DTI)

Saisie le :		N° de Visa du con	trat :	
Relations précontractuelles : initiative du producte Le présent contrat doit être précédé d'une proposition prindicateurs relatifs aux coûts pertinents de production e Tout refus, ou réserve de l'acheteur, portant sur la propue vendeur peut mandater son courtier pour qu'il fasse La proposition préalable du vendeur, ou son mandat au Le vendeur peut exiger par écrit de l'acheteur une offre	préalable du vendeur. Au titre des critères an agriculture et à l'évolution de ces coûts, oosition doit être fait par écrit, motivé et do a la proposition préalable en son nom et pc u courtier accompagné de la proposition p	Elle constitue le socle de la nég t être transmis au vendeur dans ur son compte. Dans ce cas, le r éalable faite en son nom, est an	ociation entre le vendeur e un délai raisonnable, mandat doit être écrit.	rend en compte un ou plusieurs t l'acheteur,
Vendeur			Acheteur	
Type:		Type :		
Raison sociale :		Raison sociale :		
Nom commercial :		Nom commercial :		
N° RCS / SIRET :		N° RCS / SIRET :		
Assujetti à la TVA : □ Oui □ Non		Assujetti à la TVA : □	Oul 🗆 Non	
N° CVI / EVV :		N° CVI / EVV :		
N° accises / EA :		N° accises / EA :		
Adresse :		Adresse:		
Adresse de stockage si différente : Tél : Fax : Mél :		Adresse de livraison si différente : Tél : Fax : Mél :		
Signé sur Déclarvins, le :		Signé sur D	<u> Jéclarvins, le :</u>	
	ci-après désigné "le vendeur"			ci-après désigné "l'acheteur"
			Signé é	sur Déclarvins, le :
☐ Par l'intermédiaire de :	Courtier à :		Signe	
N° d'inscription / Raison sociale / N° S	BIRET	occupantial and the second control of the se		ci-après désigné "le courtier"
	PRODUIT / QUA			
Appellation :	Couleur :	Mill	ésime :	(□ sans millésime)
Mention : Domaine/Château (à préciser)			Certification/Label:	
Domaine/Château : Le vendeur autorise expr être indiqué sur la facture et le document d'a	ressément l'Acheteur à utiliser son nom d'exp accompagnement. L'Acheteur devra respecter	loitation. Ce dernier devra les exigences du décret		Bio
n°2012-655 du 4 mai 2012				Bio en conversion
☐ Primeur				Biodynamie
☐ Marque (à préciser) :				HVE 3
Marque : Le vendeur autorise expressément	l'Acheteur à utiliser sa marque.		В	Autre :
☐ Autre :				



Accord Interprofessionnel Triennal 2023 - 2025 - ANNEXE CONTRAT DE VENTE INTERPROFESSIONNEL DE VIN

Première mise en marché

Saisie via Déclarvins (DTI)

l Aucune spécificité		pport contractuel à une union	☐ Contrat interne entre entreprises liées
	Expéditio	on Export : □ Oul □ Non	
		VOLUME / PRIX	
•	TE Volume n HL)	PRIX unitaire net HT hors cotisation convenu en €/HL)	Part CVO payée par l'acheteur
TYPE DE PR	RIX		
I PRIX DETERMINE			
□ PRIX DETERMINABLE	librement entre elles dans le Cette formule doit Intégrer e Hn ou plusieurs indicateurs i production en agriculture et i Hn ou plusieurs indicateurs r lesquels opère l'acheteur et à Hn ou plusieurs indicateurs r ou au respect d'un cahier des	présent contrat. t pondèrer au moins les indicateurs sulvants ssus du socle de la proposition de contrat (ir à l'évolution de ces coûts), elaüfs aux prix des produits agricoles et alin i l'évolution de ces prix, elaüfs aux quantités, à la composition, à la c	ndicateur(s) relatif(s) aux coûts pertinents de nentaire constatés sur le ou les marchés sur qualité, à l'origine, à la traçabilité des produits
	Date de fixation du p	orix définitif :	
PRIX Le prix s'entend Net : Ho égler en sus	ors Taxe, hors cotisations,	hors transport, hors frais divers et ho	rs courtage éventuels qui seront à
PAIEMENT	Т		
+ □ DELAI LEGA 60 jours après SI la facture e			L. 665-3 du Code rural) □ AUTRE SI délai Inférieur au délai légal, préciser lequel :
		E DE RETIRAISON / LIVRA	77.77
	VRAC ☐ Retira	aison/Livraison en TIRE BOUCHE	☐ Retiraison/Livraison sur LATTES

CONTRAT DE VENTE INTERPROFESSIONNEL DE VIN

Première mise en marché

Saisie via Déclarvins (DTI)

CLAUSES OBLIGATOIRES

	CHAMP D'APPLICATION Ce contrat est exclusivement réservé aux achats de vin. Il est soumis aux présentes conditions générales sauf conditions particulières prévues par les parties venant les modifier ou les compléter
	FORCE MAJEURE Les parties ne sauraient être tenues responsables de l'inexécution de leurs obligations respectives si cette inexécution est due à un cas de force majeure, conformément aux dispositions de l'article 1218 du Code civil. L'exécution des obligations est suspendue pendant la durée de la force majeure, et est reprise si les effets de la clause de non-exécution prennent fin.
	Le cas échéant les parties signataires au contrat peuvent définir dans le cadre ci-dessous les cas de force majeure dans la limite de la loi et leur temporalité:
1	

RESILIATION

Conformément à l'article L631-24 du Code rural et de la pêche maritime, les parties peuvent s'accorder sur des cas de résiliation du contrat supplémentaires, en y attachant éventuellement des délais de préavis et indemnités. Si la résiliation se justifie par la modification du mode de production le délai de préavis ainsi que l'indemnité éventuellement attachés sont minorés. En cas d'aléa sanitaire ou climatique exceptionnel indépendant de la volonté des parties, aucune pénalité ne peut être imposée au producteur ne respectant pas les volumes prévus au contrat.

Cas de résiliation

Délai de préavis

Indemnité

Si aucun autre cas de résiliation n'est défini dans le contrat pour des motifs autres que ceux prévus par l'article L 631-24 du Code rural et de la Pêche

DUREE DU CONTRAT

Le contrat entre en vigueur à compter de sa signature par toutes les parties et prend fin dès lors que son objet est réalisé, soit après la retiraison ou la livraison des marchandises et le complet paiement du prix.

RESERVE INTERPROFESSIONNELLE

maritime, la résilitation ne sera pas possible

Les volumes mis en réserve interprofessionnelle ne peuvent pas sortir des chais des opérateurs habilités et être commercialisés sous l'appellation d'origine contrôlée concernée avant la date de levée desdites mesures, fixée par l'organisation interprofessionnelle.

COTISATION INTERPROFESSIONNELLE

La cotisation interprofessionnelle est due pour les deux parties contractantes. Elle est payée en totalité par le producteur sur la base de la Déclaration Récapitulative Mensuelle de sortie de chais (DRM). Celui-ci en facture la moitié à l'acheteur et l'indique sur le contrat de vente.

REPORT DU NUMERO DE CONTRAT

Le numéro du contrat de vente interprofessionnel est à reporter sur la DRM, sur la déclaration de transaction vrac de l'Ol/OC concernée, ainsi que dans le registre de cave.

REGLEMENT DES LITIGES

Si un différend intervient au sujet de la présente transaction, l'une ou l'autre des parties peut saisir la Commission d'Ethique interprofessionnelle.

Dans le cas contraire, ou si le recours à la Commission d'Ethique interprofessionnelle a échoué, les parties devront, préalablement à toute saisine du juge, soumettre leur différend à une procédure de médiation par le médiateur des relations commerciales agricoles et, en cas d'échec de la médiation, ils devront saisir le comité de règlement des différends commerciaux agricoles, sauf si le contrat prévoit un autre dispositif de médiation ou en cas de recours à l'arbitrage (à préciser, le cas échéant, dans les AUTRES CLAUSES en fin de contrat)

En cas d'échec, le tribunal compétent sera celui du lieu du domicile du défendeur.

STIP

CONTRAT DE VENTE INTERPROFESSIONNEL DE VIN

Première mise en marché

CLAUSES COMPLEMENTAIRES

Saisie via Déclarvins (DTI)

TRANSFERT DE PROPRIETE, TRANSFERT DES RISQUES ET RESERVE DE PROPRIETE En vertu de l'article 2367 du code civil et par dérogation à l'article 1583 du code civil, les parties conviennent que le transfert de propriété des produits objets du présent contrat interviendra au moment de leur livraison matérielle. Toutefols, si à cette date, le prix n'est pas complètement payé par l'acheteur, les produits resteront de convention expresse entre les parties la propriété du vendeur jusqu'au complet paiement du prix, dans les conditions de la clause de réserve de propriété de la loi du 12 mai 1980. Le transfert des risques à l'acheteur intervient dès l'enlèvement des produits objets du présent contrat.
En cochant la case ci-contre, les Parties renoncent expressément au bénéfice de cette clause 🛚
Le cas échéant les parties signataires au contrat peuvent définir dans le cadre ci-dessous les cas de risque ainsi que les formes et cas de mise en œuvre de la clause de réserve de propriété :
EMISSION DE LA FACTURE L'émission de la facture s'effectue au plus tard à la date de prise en charge matérielle par l'acheteur prévue dans le présent contrat, que cette prise en charge ait eu lieu ou pas.
En cochant la case ci-contre, les Parties renoncent expressément au bénéfice de cette clause Le cas échéant les parties signataires au contrat peuvent définir dans le cadre ci-dessous les modalités d'émission de la facture :
AGREAGE DES VINS Clause relative à l'agréage des vins « Pour faire application des dispositions de l'article 1587 du code civil, il est convenu d'un accord commun entre les parties que l'agréage du vin, tel qu'il résulte dudit article, s'effectue en deux temps : . à la commande, un agréage du vin destiné à vérifier que celui-ci correspond à la qualité et/ou aux critères analytiques recherchés par l'acheteur dont une copie est communiquée au vendeur et, . à la rettraison, une confirmation d'agréage de ce même vin destinée à vérifier que celui-ci est loyal et marchand. Cette confirmation d'agréage ne permet en aucun cas à l'acheteur de refuser l'achat de façon discrétionnaire. Il ne pourra le faire que sur des faits objectifs, en raison du non-respect des normes réglementaires et/ou en raison des variations importantes des critères analytiques au jour de la commande. Une fois cette double formalité effectuée, la vente du vin est considérée comme parfaite en vertu des dispositions des articles 1583, 1585 et 1587 du code civil.
En cochant la case ci-contre, les Parties renoncent expressément au bénéfice de cette clause
TRACABILITE DES INGREDIENTS UTILISES Conformément aux articles 6 à 8 du Règlement (UE) 1169/2011 sur l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires, le vendeur s'engage à fournir à l'acheteur, pour chacun des lots couverts par le présent contrat, les informations obligatoires sur les denrées alimentaires permettant à l'acheteur de fournir à son tour et si nécessaire ces informations au consommateur final. Le vendeur s'engage à fournir ces informations au moyen des documents commerciaux qui accompagnent la livraison de chaque lot, ou de façon préalable à celle-ci conformément aux modalités convenues entre les parties. En ce qui concerne la liste des ingrédients, la fourniture de ces informations s'effectue au moyen d'un document conforme aux obligations règlementaires et qui sera joint aux documents commerciaux mentionnés ci-dessus. En cas de manquement à cette obligation ou en cas de transmission d'information fausse ou incomplète, l'acheteur se réserve le droit d'engager la responsabilité contractuelle du vendeur.
AUTRES CONDITIONS
SAISIE LIBRE DES AUTRES CONDITIONS CONVENUES ENTRE LES PARTIES

CONDITIONS PARTICULIERES LIEES A L'ENREGISTREMENT DU CONTRAT :

CONDITIONS PARTICULIERES D'ENREGISTREMENT A INTER RHÔNE

Ce contrat doit être enregistré auprès d'Inter Rhône à l'initiative des contractants et, le cas échéant du courtier, au plus tard le 3 jours après sa signature, par voie électronique sur le portail interprofessionnel : https://declaration.declarvins.net/.
Un numéro d'enregistrement (visa) est attribué à l'enregistrement du contrat par l'interprofession qui adressera un accusé réception aux parties

signataires. L'acheteur et le vendeur déclarent avoir pris connaissance des modalités de vente telles que le prévoient l'accord interprofessionnel étendu d'Inter Rhône.

CONFIDENTIALITE DES DONNEES Ce contrat destiné à Inter Rhône conservera un caractère confidentiel. Pour son exploitation, Inter Rhône est soumis au secret professionnel.

Saisie via Déclarvins (DTI)

CONTRAT CADRE PLURIANNUEL DE VENTE INTERPROFESSIONNEL DE RAISINS et de MOUTS

N° d'enregistrement du contrat pluriannuel : Saisie le : Relations précontractuelles : initiative du producteur Le présent contrat doit être précédé d'une proposition préalable du vendeur. Au titre des critères et modalités de révision ou de détermination du prix, elle prend en compte un ou plusieurs indicateurs relatifs aux coûts pertinents de production en agriculture et à l'évolution de ces coûts. Elle constitue le socle de la négociation entre le vendeur et l'acheteur. Tout refus, ou réserve de l'acheteur, portant sur la proposition doit être fait par écrit, motivé et doit être transmis au vendeur dans un délai raisonnable. Le vendeur peut mandater son courtier pour qu'il fasse la proposition préalable en son nom et pour son compte. Dans ce cas, le mandat doit être écrit. La proposition préalable du vendeur, ou son mandat au courtier accompagné de la proposition préalable faite en son nom, est annexée au présent contrat. Le vendeur peut exiger par écrit de l'acheteur une offre écrite d'achat. Soussignés Acheteur Vendeur Type: Type: Raison sociale: Raison sociale: Nom commercial: Nom commercial: N° RCS / SIRET : N° RCS / SIRET: Assujetti à la TVA: D Oui Assujetti à la TVA :
Oui N° CVI / EVV : N° CVI / EVV : N° accises / EA: N° accises / EA: Adresse: Adresse: Adresse de livraison Adresse de stockage si différente : si différente : Tél: Tél: Fax: Fax: Mél: Mél: Signé sur Déclarvins, le : Signé sur Déclarvins, le : ci-après désigné "l'acheteur ci-après désigné "le vendeur" Signé sur Déclarvins, le : Courtier à : ☐ Par l'intermédiaire de : ci-après désigné "le courtier" N° d'inscription / Raison sociale / N° SIRET PRODUIT / QUALITE / ORIGINE MOUTS RAISINS o Ramassés par l'acheteur o Ramassés par le vendeur Millésimes concernés (facultatifs): Couleur: Appellation: Certification/Label: ☐ Conventionnel Mention: Domaine/Château (à préciser)...... Domaine/Château : Le vendeur autorise expressément l'Acheteur à utiliser son nom d'exploitation. Ce dernier devra être ☐ Bio indiqué sur la facture et le document d'accompagnement. L'Acheteur devra respecter les exigences du décret n°2012-655 П Bio en conversion du 4 mai 2012 Biodynamie ☐ Primeur П HVF 3 ☐ Marque (à préciser) :..... Autre: Marque: Le vendeur autorise expressément l'Acheteur à utiliser sa marque. SPECIFICITES DU CONTRAT ☐ Aucune spécificité ☐ Contrat interne entre entreprises liées ☐ Apport contractuel à une union **VOLUME / QUANTITE par CAMPAGNE** Le vendeur s'oblige à livrer et à vendre pendant toute la durée du contrat-cadre, dans les conditions ci-après stipulées, à l'acheteur qui s'engage de son côté à lui acquérir et à lui payer : S'agissant d'un contrat-cadre, les quantités détaillées ci-dessous peuvent faire l'objet d'un encadrement entre un plancher et un plafond . Indiquer ici le pourcentage de la récolte : Un pourcentage de la récolte totale revendiquée dans l'appellation d'origine contrôlée objet du contrat, provenant de son exploitation Pourcentage de la récolte : et indiquée sur sa déclaration de récolte Indiquer ici la surface (en HA) : La production revendiquée dans l'appellation d'origine contrôlée objet du contrat, provenant de son exploitation et récoltés sur <u>la</u> Indiquer ici la surface concernée : surface en production mentionnées. Indiquer ici le volume / la quantité : Unité : Un volume/quantité défini **DUREE DU CONTRAT** à la campagne : Le présent contrat-cadre est conclu de la campagne : Rappel : la durée minimale est de 2 campagnes.

Saisie via Déclarvins (DTI)

PRIX et DELAIS DE PAIEMENT

TYPE DE PRIX				
☐ PRIX DETERMINE POUR LA DUREE DU C	ONTRAT			
REVISION DU PRIX DETERMINE Clause obligatoire si la durée du contrat es	t égale ou supérieure à 3 ans.			
Clause de révision automatique du prix Conformément à l'art. L631-24 du Code Rural, les parties conviennent d'une clause de révision du prix selon une formule fixée librement entre elles dans le présent contrat. Cette formule doit intégrer et pondérer au moins les indicateurs suivants: -Bn ou plusieurs indicateurs issus du socle de la proposition de contrat (indicateur(s) relatif(s) aux coûts pertinents de production en agriculture et à l'évolution de ces coûts), -Bn ou plusieurs indicateurs relatifs aux prix des produits agricoles et alimentaire constatés sur le ou les marchés sur lesquels opère l'acheteur et à l'évolution de ces prix, -Bn ou plusieurs indicateurs relatifs aux quantités, à la composition, à la qualité, à l'origine, à la traçabilité des produits ou au respect d'un cahier des charges. La formule, les indicateurs et leur pondération doivent être précisés cl-dessous ;				
Date de fixation du prix	définitif :			
PRIX DETERMINABLE POUR LA DUREE D	U CONTRAT			
Détermination du prix Conformément à l'art. L631-24 du Code Rural, les parties conviennent d'un prix déterminable selon une formule fixée librement entre elles dans le présent contrat. Cette formule doit intégrer et pondérer au moins les indicateurs suivants : -® no uplusieurs indicateurs issus du socie de la proposition de contrat (indicateur(s) relatif(s) aux coûts pertinents de production en agriculture et à l'évolution de ces coûts), -® no uplusieurs indicateurs relatifs aux prix des produits agricoles et alimentaire constatés sur le ou les marchés sur lesquels opère l'acheteur et à l'évolution de ces prix, -® no uplusieurs indicateurs relatifs aux quantités, à la composition, à la qualité, à l'origine, à la traçabilité des produits ou au respect d'un cahier des charges. La formule, les indicateurs et leur pondération doivent être précisés ci-dessous :				
Date de fixation du prix définitif :				
☐ En complément des modalités de détermination du prix, les parties définissent un prix plancher et un prix plafond Le prix plancher convenu est de : Le prix plafond convenu est de :				
PRIX: Le prix s'entend Net: Hors Taxe, ho	rs cotisations, hors transport, hors frais divers et hors courtage éventuels qui seront à régler en sus			
PRIX APPLICABLE				

Pour chaque campagne, les co-contractants déterminent librement pour le contrat d'application, le <u>prix</u> <u>applicable</u>, entre le prix plancher et le prix plafond.

A défaut, d'accord entre les parties, celles-ci se tourneront vers la Commission d'Ethique d'Inter-Rhône pour les aider à statuer.

SNAPP



Saisie via Déclarvins (DTI)

DELA	AIS DE PAIEMENT		
	Les parties décident dès le contrat cadre des <u>délais</u> <u>de palement</u> :	code général des impôts, 30 jour. COMPTANT AUTRE SI délai inférieur au délai légal, pu CHEANCIER DE PAIEMENTS ACCORDS INTERPROFESSIONNEL Rappels Délais ma Moltié réglé au 36 année n+1, et pou	S DEROGATOIRE SELON S
	Les parties fixeront <u>les délais de palement</u> dans cha	cun des contrats d'application	
L	MODE ET DA	ATE DE RETIRAISON /	LIVRAISON
	Les parties décident dès le contrat cadre des modalité de retiraison/livraison	Le produit sera : ☐ RETIRE ☐ LIVRE	Date de début de retiralson / livralson : Date de fin de retiralson / livralson :
	Les parties fixeront les modalités de livraison/retirai	son dans chacun des contrats d'	application



Saisie via Déclarvins (DTI)

CLAUSES OBLIGATOIRES

AVENANT Toute modification du contrat-cadre donnera lieu à la souscription d'un avenant écrit, sous format papier ou électronique, entre les parties et enregistré auprès d'Inter-Rhône. CONCILIATION ET COMMISSION D'ARBITRAGE En cas de litiges portant sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat-cadre, les parties conviennent de recourir à la conciliation de la Commission d'Ethique d'Inter-Rhône. CHAMP D'APPLICATION Ce contrat est exclusivement réservé aux achats de raisins/moûts. Il est soumis aux présentes conditions générales sauf conditions particulières

FORCE MAJEURE Les parties ne sauraient être tenues responsables de l'inexécution de leurs obligations respectives si cette inexécution est due à un cas de force majeure, conformément aux dispositions de l'article 1218 du Code civil. L'exécution des obligations est suspendue pendant la durée de la force majeure, et est reprise si les effets de la clause de non-exécution prennent fin. Le cas échéant les parties signataires au contrat peuvent définir dans le cadre ci-dessous les cas de force majeure dans la limite de la loi et leur temporalité :

RESILIATION Conformément à l'article L631-24 du Code rural et d supplémentaires, en y attachant éventuellement des production, le délai de préavis ainsi que l'indemnité indépendant de la volonté des parties, aucune péna	s délais de préavis et indemnités. Si la résiliation se éventuellement attachés sont minorés. En cas d'ale	e justifie par la modification du mode de éa sanitaire ou climatique exceptionnel
Cas de résiliation	Délai de préavis	Indemnité
Si aucun autre cas de résiliation n'est défini dans le maritime, la résilitation ne sera pas possible.	contrat pour des motifs autres que ceux prévus pa	r l'article L 631-24 du Code rural et de la Pêche

DUREE DU CONTRAT

Le contrat entre en vigueur à compter de sa signature par toutes les parties et prend fin dès lors que son objet est réalisé, soit après la retiraison ou la livraison des marchandises et le complet paiement du prix.

RESERVE INTERPROFESSIONNELLE

prévues par les parties venant les modifier ou les compléter.

Les volumes mis en réserve interprofessionnelle ne peuvent pas sortir des chais des opérateurs habilités et être commercialisés sous l'appellation d'origine contrôlée concernée avant la date de levée desdites mesures, fixée par l'organisation interprofessionnelle.

REGLEMENT DES LITIGES

Si un différend intervient au sujet de la présente transaction, l'une ou l'autre des parties peut saisir la Commission d'Ethique interprofessionnelle.

Dans le cas contraire, ou si le recours à la Commission d'Ethique interprofessionnelle a échoué, les parties devront, préalablement à toute saisine du juge, soumettre leur différend à une procédure de médiation par le médiateur des relations commerciales agricoles et, en cas d'échec de la médiation, ils devront saisir le comité de règlement des différends commerciaux agricoles, sauf si le contrat prévoit un autre dispositif de médiation ou en cas de recours à l'arbitrage (à préciser, le cas échéant, dans les AUTRES CLAUSES en fin de contrat)

En cas d'échec, le tribunal compétent sera celui du lieu du domicile du défendeur.

SINPP

Saisie via Déclarvins (DTI)

CLAUSES COMPLEMENTAIRES

TRANSFERT DE PROPRIETE, TRANSFERT DES RISQUES ET RESERVE DE PROPRIETE En vertu de l'article 2367 du code civil et par dérogation à l'article 1583 du code civil, les parties conviennent que le transfert de propriété des produits objets du présent contrat interviendra au moment de leur livraison matérielle. Toutefois, si à cette date, le prix n'est pas complètement payé par l'acheteur, les produits resteront de convention expresse entre les parties la propriété du vendeur jusqu'au complet paiement du prix, dans les conditions de la clause de réserve de propriété de la loi du 12 mai 1980. Le transfert des risques à l'acheteur intervient dès l'enlèvement des produits objets du présent contrat.
En cochant la case ci-contre, les Parties renoncent expressément au bénéfice de cette clause 🛚 🗖
Le cas échéant les parties signataires au contrat peuvent définir dans le cadre ci-dessous les cas de risque ainsi que les formes et cas de mise en œuvre de la clause de réserve de propriété :
EMISSION DE LA FACTURE L'émission de la facture s'effectue au plus tard à la date de prise en charge matérielle par l'acheteur prévue dans le présent contrat, que cette prise en charge ait eu lieu ou pas. En cochant la case ci-contre, les Parties renoncent expressément au bénéfice de cette clause
Le cas échéant les parties signataires au contrat peuvent définir dans le cadre ci-dessous les modalités d'émission de la facture :
TRACABILITE DES INGREDIENTS UTILISES Conformément aux articles 6 à 8 du Règlement (UE) 1169/2011 sur l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires, le vendeur s'engage à fournir à l'acheteur, pour chacun des lots couverts par le présent contrat, les informations obligatoires sur les denrées alimentaires permettant à l'acheteur de fournir à son tour et si nécessaire ces informations au consommateur final. Le vendeur s'engage à fournir ces informations au moyen des documents commerciaux qui accompagnent la livraison de chaque lot, ou de façon préalable à celle-ci conformément aux modalités convenues entre les parties. En ce qui concerne la liste des ingrédients, la fourniture de ces informations s'effectue au moyen d'un document conforme aux obligations règlementaires et qui sera joint aux documents commerciaux mentionnés ci-dessus. En cas de manquement à cette obligation ou en cas de transmission d'information fausse ou incomplète, l'acheteur se réserve le droit d'engager la responsabilité contractuelle du vendeur.

AUTRES CONDITIONS

SAISIE LIBRE DES AUTRES CONDITIONS CONVENUES ENTRE LES PARTIES

CONDITIONS PARTICULIERES LIEES A L'ENREGISTREMENT DU CONTRAT :

CONDITIONS PARTICULIERES D'ENREGISTREMENT A INTER RHÔNE

Ce contrat doit être enregistré auprès d'Inter Rhône à l'initiative des contractants et, le cas échéant du courtier, au plus tard le 3 jours après sa signature, par voie électronique sur le portail interprofessionnel : https://declaration.declarvins.net/.

Un numéro d'enregistrement (visa) est attribué à l'enregistrement du contrat par l'interprofession qui adressera un accusé réception aux parties signataires.

L'acheteur et le vendeur déclarent avoir pris connaissance des modalités de vente telles que le prévoient l'accord interprofessionnel étendu d'Inter Rhône.

CONFIDENTIALITE DES DONNEES

Ce contrat destiné à Inter Rhône conservera un caractère confidentiel. Pour son exploitation, Inter Rhône est soumis au secret professionnel.

SIM



Accord Interprofessionnel Triennal 2023 -2025 - ANNEXE CONTRAT D'APPLICATION A UN CONTRAT PLURIANNUEL DE RAISINS et de MOUTS

Saisie via Déclarvins (DTI)

Saisie le : N° d'	enregistreme	nt du contrat plurian	nuel :		
Contrat adossé à un contrat pluriannuel	N° d'enr	egistrement Inter-Rhône du c	ontrat pluriannuel :		
	Soussi	gnés			
Vendeur			Acheteur		
Type :		Type:			
Raison sociale :		Raison sociale :			
Nom commercial :		Nom commercial:			
N° RCS / SIRET :		N° RCS / SIRET :			
Assujetti à la TVA : □ Oui □ Non		Assujetti à la TVA∶ □	Oui 🗆 Non		
N° CVI / EVV :		N° CVI / EVV :			
N° accises / EA:		N° accises / EA:			
Adresse :		Adresse:			
		A decree of a threatment			
Adresse de stockage		Adresse de livraison si différente :			
si différente : Tél :		Tél:			
Fax:		Fax:			
Mél:		Mél :	_		
<u>Signé sur Déclarvins, le :</u>		<u>Signé sur Déclarv</u>	<u>ins, le :</u>		
	ć III II			ci-après désigr	ná "l'achet
	gné "le vendeur"		Sic	né sur Déclarvins, le	
☐ Par l'intermédiaire de :	Courtier à :		Sig		
N° d'inscription / Raison sociale / N° SIRET				ci-après désign	né "le cour
PR	ODUIT / QUAL	LITE / ORIGINE			1
☐ RAISINS o Ramassés par l'ache	eteur		□ MOUTS		
o Ramassés par le ver	ndeur				
Appellation :	Couleur : _	Mi	llésime :	(\square sans mi	illésime)
Mention : ☐ Domaine/Château (à préciser)			Certification/Label:	_ □ Conventionnel	
Domaine/Château : Le vendeur autorise expressément l'Acheteur à util Indiqué sur la facture et le document d'accompagnement. L'Acheteur c	ilser son nom d'exploit leura respecter les exis	ration. Ce dernier devra être gences du décret n°2012-655		☐ Bio	
du 4 mai 2012	total respectation and	D		☐ Bio en conversion	
☐ Primeur				☐ Biodynamie	
☐ Marque (à préciser) :				☐ HVE 3	
Marque : Le vendeur autorise expressément l'Acheteur à utiliser sa ma	rque.			☐ Autre :	***************************************
☐ Autre:					
SI	PECIFICITES I	DU CONTRAT			_
☐ Aucune spécificité ☐	☐ Apport contra	ctuel à une union	☐ Contrat interne	entre entreprises liées	
	VOLUME / G	QUANTITE			
Le vendeur s'oblige à livrer et à vendre pendant to	oute la durée du	contrat-cadre, dans les	conditions ci-aprè	s stipulées, à	
l'acheteur qui s'engage de son côté à lui acquérir e	et à lui payer :				
S'agissant d'un contrat-cadre, les quantités détaillées ci-de	ssous peuvent faire	e l'objet d'un encadrement e	entre un plancher et u	n plafond .	
Indiquer ici le p	ourcentage de la récol	on pourcentage t	de la récolte totale reve	endiquée dans l'appellatio	on
☐ Pourcentage de la récolte :		d'origine contrôle	ée objet du contrat, pro a déclaration de récolte	ovenant de son exploitatio	on
Indiauer	ici la surface (n HA) :	1	iondiquée dans l'anzall	ation d'origine contrôlée	_
□ <u>Indiquer ici la surface concernée :</u>		objet du contrat,	provenant de son explo ction mentionnées.	oitation et récoltés sur <u>la</u>	-
In Harras Int	le volume / la quantité	: Unité :			_
1	- voidine / ia quantite	, Gille .			
□ <u>Un volume/quantité défini</u>		L			





Accord Interprofessionnel Triennal 2023 -2025 - ANNEXE CONTRAT D'APPLICATION A UN CONTRAT PLURIANNUEL DE RAISINS et de MOUTS

Saisie via Déclarvins (DTI)

PRIX APPLICABLE et DELAIS DE PAIEMENT

TY	PE DE PRIX							
☐ PRIX DETER	MINE POUR LA DUREE DU C	CONTRAT						
	RIX DETERMINE	st ágala ou cupáriouro à 3	ans					
	ire si la durée du contrat e i <u>ion automatique du prix</u>	st egale ou superieure a 3	ans.					1
Conformément à	l'art. L631-24 du Code Rural,	les parties conviennent d'une	clause de révisi	on du prix selon une form	ile fixée librement entre	elles dans le p	présent contrat.	
Cette formule do	oit intégrer et pondérer au moi indicateurs issus du socie de la	ins les indicateurs suivants :	ateur(s) relatif(s	aux coûts pertinents de s	roduction en agriculture	e et à l'évolutie	on de ces coûts),	
-Dn ou plusieurs	indicateurs relatifs aux prix de	s produits agricoles et alimer	taire constatés s	ur le ou les marchés sur le	squels opère l'acheteur (et à l'évolution	n de ces prix,	
-Dn ou plusieurs	indicateurs relatifs aux quantit	és, à la composition, à la qua	lité, à l'origine, à	la traçabilité des produits	ou au respect d'un cahie	er des charges	;.	1
La formule, les	indicateurs et leur pondé	ration doivent être précis	es ci-dessous :					
							1	
	Date de fixation du prix	définitif :						
□ PRIX DETERI	MINABLE POUR LA DUREE I	OU CONTRAT						
<u>Détermination</u>	du prix	t it to the		lan una formula fiváa	libromont entre elles de	ne la nrásant (contrat	
Catte formule de	à l'art. L631-24 du Code Rural, pit intégrer et pondérer au mo	ins les indicateurs suivants :						
-Din ou plusieurs	indicateurs issus du socie de la	a proposition de contrat (indi	cateur(s) relatif(s) aux coûts pertinents de j	production en agriculture	et à l'évoluti	on de ces coûts),	
-Dn ou plusieurs	indicateurs relatifs aux prix de indicateurs relatifs aux quanti	s produits agricoles et alimer	itaire constatés s lité à l'origine à	ur le ou les marchés sur le la tracabilité des produits	squels opère l'acheteur ou au respect d'un cahi	et à l'évolution er des charges	n de ces prix, s.	
l a formule, les	indicateurs relatis aux quant indicateurs et leur pondé	ration doivent être précis	és ci-dessous :	ia tragazinta dea produtta				
24 (01)11414, 144	, , , , , , , , , , , , , , , , , , ,	•						
	Date de fixation du prix	définitif :						
	☐ En complément des mo		Le prix pl	ancher convenu est de				
	du prix, les parties définiss un prix plafond	sent un prix plancher et	Le prix p	afond convenu est de :				
	Pour chacune des campag	nes suivantes. Le nrix nlan	! cher et le prix :	olafond sont déterminé	s en appliquant la cla	use		
	d'indexation suivante :	nes survantes) to print print						
		***************************************		,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,				
						İ		
	Les indicateurs pouvant être pris	s en compte sont ceux relatifs au	ıx coûts pertinent	de production en agricultur	e et à l'évolution de ces co	ûts, ceux		
	relatifs aux prix des produits agr relatifs aux quantités, à la comp	icoles et alimentaires constatés osition, à la qualité, à la traçabili	sur le ou les marci té des produits ou	es ou opere l'acheteur et a l au respect d'un cahier des c	evolution de ces prix ou el rarges.	icore ceux		
		, ,						
PRIX : Le prix s	e'entend Net : Hors Taxe, h	ors cotisations, hors trans	oort, hors frais	divers et hors courtage	éventuels qui seront	à régler en s	sus	
			contrat d'a	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	(préciser €/HL c	u €/Kg)		
		le prix app	licable est l	e suivant :				
 Le prix s'en	tend Net : Hors Taxe,	hors cotisations, hor	s transport,	hors frais divers e	t hors courtage é	ventuels o	qui seront à ré	gler
en sus								
DFLAI	S DE PAIEMENT							
	J D L / ((L)//L. ()		I					
			DELAI LEGA	la date de livraison ou, er	cas de facture périodiq	ue au sens du	3 du l de l'article 28	9 du
			code général d	es impôts, 30 jours après	a fin de la décade de livr	ralson)		
			☐ COMPTANT					
			☐ AUTRE		agual :			
	Los portios décidont de la	contrat cadro des délals	o delai interie	ır au délai légal, préciser l	quet,			
	Les parties décident dès le de paiement :	contrat cause ues <u>uelais</u>	- FOURTH	ED DE DAIENACAITE DESCO	ATOIDE SELON			
			1	ER DE PAIEMENTS DEROG RPROFESSIONNELS	ATOINE SELON			
			•					
1				Rappels Délais maximun	:			
				Moitié réglé au 30 juin de	l'année n+1 de la récoli	te et le solde a	nu plus tard au 15 dé	śc.
				année n+1, et pour la der			auf reconduction, so	olde à
1				régler au plus tard au 30	sept. aimee nat de la fet	c.		





CONTRAT D'APPLICATION A UN CONTRAT PLURIANNUEL DE RAISINS et de MOUTS

Saisie via Déclarvins (DTI)

MODE ET DATE DE RETIRAISON / LIVRAISON

	Les parties décident dès le contrat cadre des modalité de retiraison/livraison	Le produit sera : ☐ RETIRE ☐ LIVRE		de retiraison / livraison : de retiraison / livraison :		
		CLAUSES OBLIGATO	RES			
Ce contrat	APPLICATION est exclusivement réservé aux achats de rais r les parties venant les modifier ou les compl	ins/moûts. Il est soumis aux pré éter	sentes conditions général	es sauf conditions particulières		
majeure, co	AJEURE ne sauraient être tenues responsables de l'ir onformément aux dispositions de l'article 121 est reprise si les effets de la clause de non-c	8 du Code civil. L'exécution des	espectives si cette inexéc obligations est suspendue	ution est due à un cas de force e pendant la durée de la force		
Le cas échi temporalité	éant les parties signataires au contrat peuver :	nt définir dans le cadre ci-dessou	us les cas de force majeur	e dans la limite de la loi et leur		
RESILIATION Conformément à l'article L631-24 du Code rural et de la pêche maritime, les parties peuvent s'accorder sur des cas de résiliation du contrat supplémentaires, en y attachant éventuellement des délais de préavis et indemnités. Si la résiliation se justifie par la modification du mode de production, le délai de préavis ainsi que l'indemnité éventuellement attachés sont minorés. En cas d'aléa sanitaire ou climatique exceptionnel indépendant de la volonté des parties, aucune pénalité ne peut être imposée au producteur ne respectant pas les volumes prévus au contrat.						
	Cas de résiliation	Délai de préavis		Indemnité		
	utre cas de résiliation n'est défini dans le cont résilitation ne sera pas possible.	rat pour des motifs autres que c	eux prévus par l'article L	631-24 du Code rural et de la Pêche		
	J CONTRAT D'APPLICATION	ar touten les parties et prond fin	dòs lors que son chiet es	t réalisé soit après la retiraison ou la		

livraison des marchandises et le complet paiement du prix.

RESERVE INTERPROFESSIONNELLE Les volumes mis en réserve interprofessionnelle ne peuvent pas sortir des chais des opérateurs habilités et être commercialisés sous l'appellation

d'origine contrôlée concernée avant la date de levée desdites mesures, fixée par l'organisation interprofessionnelle.

REPORT DU NUMERO DE CONTRAT
Le numéro du contrat de vente interprofessionnel est à reporter sur la DRM, sur la déclaration de transaction vrac de l'Ol/OC concernée, ainsi que dans le registre de cave.

REGLEMENT DES LITIGES

Si un différend intervient au sujet de la présente transaction, l'une ou l'autre des parties peut saisir la Commission d'Ethique interprofessionnelle. Dans le cas contraire, ou si le recours à la Commission d'Ethique interprofessionnelle a échoué, les parties devront, préalablement à toute saisine du juge, soumettre leur différend à une procédure de médiation par le médiateur des relations commerciales agricoles et, en cas d'échec de la médiation, ils devront saisir le comité de règlement des différends commerciaux agricoles, sauf si le contrat prévoit un autre dispositif de médiation ou en cas de recours à l'arbitrage (à préciser, le cas échéant, dans les AUTRES CLAUSES en fin de contrat) En cas d'échec, le tribunal compétent sera celui du lieu du domicile du défendeur.

STOC



CONTRAT D'APPLICATION A UN CONTRAT PLURIANNUEL DE RAISINS et de MOUTS

Saisie via Déclarvins (DTI)

CLAUSES COMPLEMENTAIRES

TRANSFERT DE PROPRIETE, TRANSFERT DES RISQUES ET RESERVE DE PROPRIETE En vertu de l'article 2367 du code civil et par dérogation à l'article 1583 du code civil, les parties conviennent que le transfert de propriété des produits objets du présent contrat interviendra au moment de leur livraison matérielle. Toutefois, si à cette date, le prix n'est pas complètement payé par l'acheteur, les produits resteront de convention expresse entre les parties la propriété du vendeur jusqu'au complet paiement du prix, dans les conditions de la clause de réserve de propriété de la loi du 12 mai 1980. Le transfert des risques à l'acheteur intervient dès l'enlèvement des produits objets du présent contrat.
En cochant la case ci-contre, les Parties renoncent expressément au bénéfice de cette clause 🔲
Le cas échéant les parties signataires au contrat peuvent définir dans le cadre ci-dessous les cas de risque ainsi que les formes et cas de mise en œuvre de la clause de réserve de propriété :
EMISSION DE LA FACTURE L'émission de la facture s'effectue au plus tard à la date de prise en charge matérielle par l'acheteur prévue dans le présent contrat, que cette prise en charge ait eu lieu ou pas.
En cochant la case ci-contre, les Parties renoncent expressément au bénéfice de cette clause 🛚 🗆
Le cas échéant les parties signataires au contrat peuvent définir dans le cadre ci-dessous les modalités d'émission de la facture :
TRACABILITE DES INGREDIENTS UTILISES Conformément aux articles 6 à 8 du Règlement (UE) 1169/2011 sur l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires, le vendeur s'engage à fournir à l'acheteur, pour chacun des lots couverts par le présent contrat, les informations obligatoires sur les denrées alimentaires permettant à l'acheteur de fournir à son tour et si nécessaire ces informations au consommateur final. Le vendeur s'engage à fournir ces informations au moyen des documents commerciaux qui accompagnent la livraison de chaque lot, ou de façon préalable à celle-ci conformément aux modalités convenues entre les parties. En ce qui concerne la liste des ingrédients, la fourniture de ces informations s'effectue au moyen d'un document conforme aux obligations règlementaires et qui sera joint aux documents commerciaux mentionnés ci-dessus. En cas de manquement à cette obligation ou en cas de transmission d'information fausse ou incomplète, l'acheteur se réserve le droit d'engager la responsabilité contractuelle du vendeur.
AUTRES CONDITIONS
SAISIE LIBRE DES AUTRES CONDITIONS CONVENUES ENTRE LES PARTIES

CONDITIONS PARTICULIERES LIEES A L'ENREGISTREMENT DU CONTRAT :

CONDITIONS PARTICULIERES D'ENREGISTREMENT A INTER RHÔNE

Ce contrat doit être enregistré auprès d'Inter Rhône à l'initiative des contractants et, le cas échéant du courtier, au plus tard le 3 jours après sa signature, par voie électronique sur le portail interprofessionnel : https://declaration.declarvins.net/.

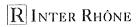
Un numéro d'enregistrement (visa) est attribué à l'enregistrement du contrat par l'interprofession qui adressera un accusé réception aux parties signataires.

L'acheteur et le vendeur déclarent avoir pris connaissance des modalités de vente telles que le prévoient l'accord interprofessionnel étendu d'Inter Rhône.

CONFIDENTIALITE DES DONNEES

Ce contrat destiné à Inter Rhône conservera un caractère confidentiel. Pour son exploitation, Inter Rhône est soumis au secret professionnel.





Accord Interprofessionnel Triennal 2023 -2025 - ANNEXE CONTRAT CADRE PLURIANNUEL DE VENTE INTERPROFESSIONNEL DE VIN EN VRAC

Saisie via Déclarvins (DTI)

Saisie le :		N° de Visa du contrat :			
elations précontractuelles : initiative du produc e présent contrat doit être précédé d'une propositio dicateurs relatifs aux coûts pertinents de production out refus, ou réserve de l'acheteur, portant sur la e vendeur peut mandater son courtier pour qu'il fas a proposition préalable du vendeur, ou son mandat e vendeur peut exiger par écrit de l'acheteur une of	n préalable du vendeur. Au titre des critères et mod en agriculture et à l'évolution de ces coûts. Elle oc oposition doit être fait par écrit, motivé et doit être lu se la proposition préalable en son nom et pour son au courtier accompagné de la proposition préalable	onstitue le socle de la négociation er ransmis au vendeur dans un délai r compte. Dans ce cas, le mandat do	ntre le vendeur et l'ac aisonnable. oit être écrit.	en compte un ou plusieurs heteur.	
Vende	Soussigné ir		Acheteur		
Type: Raison sociale: Nom commercial: N° RCS / SIRET: Assujetti à la TVA: □ Oui □ Non N° CVI / EVV: N° accises / EA: Adresse: Adresse de stockage	A:	Type: Raison sociale: Nom commercial: N° RCS / SIRET: ssujetti à la TVA: □ Oui N° CVI / EVV: N° accises / EA: Adresse:	. □ Non		
si différente : Tél :		si différente : Tél :			
Fax : Mél :		Fax : Mél :			
Signé sur Déclarvins, le :		Signé sur Déclary	<u>/ins, le : ˈ</u>		
	cì-après désigné "le vendeur"			ci-après désigné "l'ache	teur"
☐ Par l'intermédiaire de : N° d'inscription / Raison sociale / N°	Courtier à : SIRET		Signé sur	Déclarvins, le : ci-après désigné "le cou	rtier"
	PRODUIT / QUALITE	: / ORIGINE			bonous como
•	oressément l'Acheteur à utiliser son nom d'exploitation ompagnement. L'Acheteur devra respecter les exigence utiliser de la compagnement de la utiliser sa marque.	. Ce dernler devra être s du décret n°2012-655	□ Bi		
p	SPECIFICITES DU				
☐ Apport contractuel à ui			☐ Aucune spéc	ificité	
l'acheteur qui s'engage de son	VOLUME / QUA a vendre pendant toute la durée du cont côté à lui acquérir et à lui payer : uantités détaillées ci-dessous peuvent faire l'ol Indiquer ici le pourcentage de la récolte :	trat-cadre, dans les conditio	plancher et un plafo te totale revendiquée contrat, provenant c	and .	
□ Indiquer ici la surface c	Indiquer ici la surface (en HA) : oncernée :	La production revendiquée o objet du contrat, provenant <u>surface</u> en production ment	dans l'appellation d'o	-	
□ <u>Un volume défini</u>	indiquer ici le volume (en HL) :				
	DUREE DU COM	NTRAT			
·	e est conclu de la campagne : [à la campagne :			





Accord Interprofessionnel Triennal 2023 -2025 - ANNEXE CONTRAT CADRE PLURIANNUEL DE VENTE INTERPROFESSIONNEL DE VIN EN VRAC

Saisie via Déclarvins (DTI)

PRIX et DELAIS DE PAIEMENT

T	YPE DE PRIX							
☐ PRIX DETER	MINE POUR LA DUREE DU COI	NTRAT						
	PRIX DETERMINE		L					
_	oire si la durée du contrat est	égale ou supérieure à 3	ans.					
	<u>sion automatique du prix</u> à l'art. L631-24 du Code Rural, le	s parties conviennent d'un	e clause de révi	sion du prix selo	n une formule fix	rée librement entre elle	es dans le présent co	ntrat.
Cette formule d	oit intégrer et pondérer au moins	s les indicateurs suivants :						
	s indicateurs issus du socie de la p s indicateurs relatifs aux prix des					-		
	indicateurs relatifs aux quantité							,
La formule, les	indicateurs et leur pondérat	ion doivent être précisé	s ci-dessous :					
								7
	Date de fixation du prix d	éfinitif :						
☐ PRIX DETER	MINABLE POUR LA DUREE DU	CONTRAT						
Détermination		CONTIA						
	à l'art. L631-24 du Code Rural, le:	s parties conviennent d'un	prix détermina	ble selon une for	mule fixée librer	nent entre elles dans le	e présent contrat.	
	oit intégrer et pondérer au moins			er 1			N# 10 1	
	s indicateurs issus du socle de la p s indicateurs relatifs aux prix des p							
•	indicateurs relatifs aux quantité							
La formule, les	indicateurs et leur pondérat	ion doivent être précisé	s ci-dessous :					İ
								7
	Date de fixation du prix d	éfinitif :						1
	·	L						.]
	☐ En complément des moda du prix, les parties définissen		Le prix p	lancher conver	nu est de :		j	
	prix plafond	it un prix piancher et un		olafond conven	u est de :			
	Pour chacune des campagne	s suivantes. le prix planc	ı her et le prix r	olafond sont dé	terminés en ap	poliquant la clause		
	d'indexation suivante :	y darracticas, to print plant	,,,,,	,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,		priquarit ia siause		
							ļ	
	Les indicateurs pouvant être pris ei	n compte sont celly relatifs al	v coûts pertinen	ts de production e	n agriculture et à l	'évolution de ces coûts c	J	
	relatifs aux prix des produits agrico	les et alimentaires constatés	sur le ou les marc	chés où opère l'ach	neteur et à l'évolut	tion de ces prix ou encore		
	relatifs aux quantités, à la composit	tion, à la qualité, à la traçabili	té des produits o	u au respect d'un o	cahier des charges	•		
DDIV . I a make a	lankand Nati Ham Tava ham	titi baratranan	out hour frais	divora at bora a	aurtaga Áugatu	ole aut coront à réale		
PRIX: Le prix s	'entend Net : Hors Taxe, hors	cotisations, nors transpo	ort, nors mais (aivers et nors c	ourtage eventu	ieis dui seront a regie	er en sus	Ì
PRI	X APPLICABLE	-		·				
	7717 E.O. 1022							
	Pour chaque campagne	e, les co-contractar	nts détermi	nent librem	ent pour le d	contrat d'applica	ition, le <u>prix</u>	
	<u>applicable</u> , entre le pri	x plancher et le pri	x plafond.					
	A défaut, d'accord entre le	os partios, collos si so t	ournarant ve	are la Commic	cian d'Ethiaua	dintar Phâna nau	ır los aidar à	
	statuer.	is parties, celles-crise t	ourneront ve	ers la Commins	sion a canque	d inter-knone pot	ii les aiuei a	

DELAI	S DE PAIEMENT				i			
			DELAI LEGA	NL.				
			(60 Jours aprè	s la date d'émiss	ion de la facture))		
			☐ COMPTANT	ſ				
			☐ AUTRE Si délai Inférie	ur au délai légal,	préciser lequel •	•		
	Les parties décident dès le co	ontrat cadre des délais		ze.ur regar,	, , , , , , , , , , , , , , , , , ,			
	de palement :	and at cause ues <u>uesais</u>	☐ ECHEANO	L IER DE PAIEMEN	TS DEROGATOIR	E SELON		
				ERPROFESSIONN				
				Rappels Délais		and details to the	a aalda = h + +	1E d±-
						e n+1 de la récolte et le nnée du contrats pluria		
						nnée n+1 de la récolte.	, ,	
	Les parties fixeront <u>les délais</u>	de palement dans chac	un des contra	ts d'application				





CONTRAT CADRE PLURIANNUEL DE VENTE INTERPROFESSIONNEL DE VIN EN VRAC

Saisie via Déclarvins (DTI)

MODE ET DATE DE RETIRAISON / LIVRAISON

	Les parties décident dès le contrat cadre modalité de retiraison/livraison		Le produit sera : □ RETIRE □ LIVRE	Da	te de début de retiraison / livraison : Date de fin de retiraison / livraison :
	Les parties fixeront les modalités de livra	ison/retiralso	n dans chacun des contrats	d'application	
		CLA	USES OBLIGATO	RES	
AVENANT Toute modi auprès d'Int		a souscription	n d'un avenant écrit, sou	s format papie	r ou électronique, entre les parties et enregistré
En cas de l	TION ET COMMISSION D'ARBITRAGE itiges portant sur l'interprétation ou l'exéc 'Inter-Rhône.		sent contrat-cadre, les pa	arties convienr	nent de recourir à la conciliation de la Commission
Ce contrat	APPLICATION est exclusivement réservé aux achats de ant les modifier ou les compléter	vin. II est so	umis aux présentes cond	ditions général	es sauf conditions particulières prévues par les
majeure, co et est repris	ne sauraient être tenues responsables c onformément aux dispositions de l'article se si les effets de la clause de non-exécu éant les parties signataires au contrat pe	1218 du Cod ition prennen	le civil. L'exécution des a t fin.	bligations est	ette inexécution est due à un cas de force suspendue pendant la durée de la force majeure, rce majeure dans la limite de la loi et leur
supplément	ON nent à l'article L631-24 du Code rural et c taires, en y attachant éventuellement des le délai de préavis ainsi que l'indemnité nt de la volonté des parties, aucune péna	s délais de pr éventuelleme	éavis et indemnités. Si la ent attachés sont minorés	résiliation se s. En cas d'alé	justifie par la modification du mode de la sanitaire ou climatique exceptionnel
	Cas de résiliation		Délai de préavis		Indemnité
	utre cas de résiliation n'est défini dans le a résilitation ne sera pas possible.	contrat pour	des motifs autres que ce	ux prévus par	l'article L 631-24 du Code rural et de la Pêche
Le contrat e	J CONTRAT entre en vigueur à compter de sa signatu es marchandises et le complet paiement (les parties et prend fin d	ès lors que so	on objet est réalisé, soit après la retiraison ou la
RESERVE	INTERPROFESSIONNELLE	nouvent no	andir dos abais dos anó	rotoure babilité	ée et être commercialisée sous l'appellation

Les volumes mis en réserve interprofessionnelle ne peuvent pas sortir des chais des opérateurs habilités et être commercialisés sous l'appellation d'origine contrôlée concernée avant la date de levée desdites mesures, fixée par l'organisation interprofessionnelle.

COTISATION INTERPROFESSIONNELLE

La cotisation interprofessionnelle est due pour les deux parties contractantes. Elle est payée en totalité par le producteur sur la base de la Déclaration Récapitulative Mensuelle de sortie de chais (DRM). Celui-ci en facture la moitié à l'acheteur et l'indique sur le contrat d'application.

REGLEMENT DES LITIGES

Si un différend intervient au sujet de la présente transaction, l'une ou l'autre des parties peut saisir la Commission d'Ethique interprofessionnelle.

Dans le cas contraire, ou si le recours à la Commission d'Ethique interprofessionnelle a échoué, les parties devront, préalablement à toute saisine du juge, soumettre leur différend à une procédure de médiation par le médiateur des relations commerciales agricoles et, en cas d'échec de la médiation, ils devront saisir le comité de règlement des différends commerciaux agricoles, sauf si le contrat prévoit un autre dispositif de médiation ou en cas de recours à l'arbitrage (à préciser, le cas échéant, dans les AUTRES CLAUSES en fin de contrat)

En cas d'échec, le tribunal compétent sera celui du lieu du domicile du défendeur.

SIPP



CONTRAT CADRE PLURIANNUEL DE VENTE INTERPROFESSIONNEL DE VIN EN VRAC

Saisie via Déclarvins (DTI)

CLAUSES COMPLEMENTAIRES

EMISSION DE LA FACTURE L'émission de la facture s'effectue au plus tard à la date de prise en charge matérielle par l'acheteur prévue dans le présent contrat, que cette prise en charge ait eu lieu ou pas. En cochant la case ci-contre, les Parties renoncent expressément au bénéfice de cette clause En cochant la case ci-contre, les Parties renoncent expressément au bénéfice de cette clause Le cas échéant les parties signataires au contrat peuvent définir dans le cadre ci-dessous les modalités d'émission de la facture : TRACABILITE DES INGREDIENTS UTILISES Conformément aux articles 6 à 8 du Règlement (UE) 1169/2011 sur l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires, le vendeur s'enga à fournir à l'acheteur, pour chacun des lots couverts par le présent contrat, les informations obligatoires sur les denrées alimentaires permettant à l'acheteur de fournir à son tour et si nécessaire ces informations au consommateur final. Le vendeur s'engage à fournir ces informations au moyen des documents commerciaux qui accompagnent la livraison de chaque lot, ou de façon préalable à celle-ci conformément aux modalités convenues entre les parties. En ce qui concerne la liste des ingrédients, la fourniture de ces informations s'effectue au moyen d'un document conforme aux obligations règlementaires et qui sera joint aux documents commerciaux mentionnés ci-dessus. En cas de manquement à cette obligation ou en cas de transmission d'information fausse ou incomplète, l'acheteur se réserve le droit d'engager la	
Le cas échéant les parties signataires au contrat peuvent définir dans le cadre ci-dessous les cas de risque ainsi que les formes et cas de mise en œuvre de la clause de réserve de propriété : EMISSION DE LA FACTURE L'émission de la facture s'effectue au plus tard à la date de prise en charge matérielle par l'acheteur prévue dans le présent contrat, que cette prise e charge ait eu lieu ou pas.	article 2367 du code civil et par dérogation à l'article 1583 du code civil, les parties conviennent que le transfert de propriété des produits sent contrat interviendra au moment de leur livraison matérielle. Toutefois, si à cette date, le prix n'est pas complètement payé par s produits resteront de convention expresse entre les parties la propriété du vendeur jusqu'au complet paiement du prix, dans les conditio le réserve de propriété de la loi du 12 mai 1980. Le transfert des risques à l'acheteur intervient dès l'enlèvement des produits objets du at .
EMISSION DE LA FACTURE L'émission de la facture s'effectue au plus tard à la date de prise en charge matérielle par l'acheteur prévue dans le présent contrat, que cette prise e charge ait eu lieu ou pas. En cochant la case ci-contre, les Parties renoncent expressément au bénéfice de cette clause Le cas échéant les parties signataires au contrat peuvent définir dans le cadre ci-dessous les modalités d'émission de la facture : TRACABILITE DES INGREDIENTS UTILISES Conformément aux articles 6 à 8 du Règlement (UE) 1169/2011 sur l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires, le vendeur s'enga à fournir à l'acheteur, pour chacun des lots couverts par le présent contrat, les informations obligatoires sur les denrées alimentaires permettant à l'acheteur de fournir à son tour et si nécessaire ces informations au consommateur final. Le vendeur s'engage à fournir ces informations au moyen des documents commerciaux qui accompagnent la livraison de chaque lot, ou de façon préalable à celle-ci conformément aux modalités convenues entre les parties. En ce qui concerne la liste des ingrédients, la fourniture de ces informations s'effectue au moyen d'un document conforme aux obligations règlementaires et qui sera joint aux documents commerciaux mentionnés ci-dessus. En ca de manquement à cette obligation ou en cas de transmission d'information fausse ou incomplète, l'acheteur se réserve le droit d'engager la	
L'émission de la facture s'effectue au plus tard à la date de prise en charge matérielle par l'acheteur prévue dans le présent contrat, que cette prise et charge ait eu lieu ou pas. En cochant la case ci-contre, les Parties renoncent expressément au bénéfice de cette clause Le cas échéant les parties signataires au contrat peuvent définir dans le cadre ci-dessous les modalités d'émission de la facture : TRACABILITE DES INGREDIENTS UTILISES Conformément aux articles 6 à 8 du Règlement (UE) 1169/2011 sur l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires, le vendeur s'enga à fournir à l'acheteur, pour chacun des lots couverts par le présent contrat, les informations obligatoires sur les denrées alimentaires permettant à l'acheteur de fournir à son tour et si nécessaire ces informations au consommateur final. Le vendeur s'engage à fournir ces informations au moyen des documents commerciaux qui accompagnent la livraison de chaque lot, ou de façon préalable à celle-ci conformément aux modalités convenues entre les parties. En ce qui concerne la liste des ingrédients, la fourniture de ces informations s'effectue au moyen d'un document conforme aux obligations règlementaires et qui sera joint aux documents commerciaux mentionnés ci-dessus. En cas de manquement à cette obligation ou en cas de transmission d'information fausse ou incomplète, l'acheteur se réserve le droit d'engager la	nt les parties signataires au contrat peuvent définir dans le cadre ci-dessous les cas de risque ainsi que les formes et cas de mise en clause de réserve de propriété :
L'émission de la facture s'effectue au plus tard à la date de prise en charge matérielle par l'acheteur prévue dans le présent contrat, que cette prise et charge ait eu lieu ou pas. En cochant la case ci-contre, les Parties renoncent expressément au bénéfice de cette clause Le cas échéant les parties signataires au contrat peuvent définir dans le cadre ci-dessous les modalités d'émission de la facture : TRACABILITE DES INGREDIENTS UTILISES Conformément aux articles 6 à 8 du Règlement (UE) 1169/2011 sur l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires, le vendeur s'enga à fournir à l'acheteur, pour chacun des lots couverts par le présent contrat, les informations obligatoires sur les denrées alimentaires permettant à l'acheteur de fournir à son tour et si nécessaire ces informations au consommateur final. Le vendeur s'engage à fournir ces informations au moyen des documents commerciaux qui accompagnent la livraison de chaque lot, ou de façon préalable à celle-ci conformément aux modalités convenues entre les parties. En ce qui concerne la liste des ingrédients, la fourniture de ces informations s'effectue au moyen d'un document conforme aux obligations règlementaires et qui sera joint aux documents commerciaux mentionnés ci-dessus. En cas de manquement à cette obligation ou en cas de transmission d'information fausse ou incomplète, l'acheteur se réserve le droit d'engager la	
TRACABILITE DES INGREDIENTS UTILISES Conformément aux articles 6 à 8 du Règlement (UE) 1169/2011 sur l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires, le vendeur s'enga à fournir à l'acheteur, pour chacun des lots couverts par le présent contrat, les informations obligatoires sur les denrées alimentaires permettant à l'acheteur de fournir à son tour et si nécessaire ces informations au consommateur final. Le vendeur s'engage à fournir ces informations au moyen des documents commerciaux qui accompagnent la livraison de chaque lot, ou de façon préalable à celle-ci conformément aux modalités convenues entre les parties. En ce qui concerne la liste des ingrédients, la fourniture de ces informations s'effectue au moyen d'un document conforme aux obligations règlementaires et qui sera joint aux documents commerciaux mentionnés ci-dessus. En cas de manquement à cette obligation ou en cas de transmission d'information fausse ou incomplète, l'acheteur se réserve le droit d'engager la	la facture s'effectue au plus tard à la date de prise en charge matérielle par l'acheteur prévue dans le présent contrat, que cette prise er
TRACABILITE DES INGREDIENTS UTILISES Conformément aux articles 6 à 8 du Règlement (UE) 1169/2011 sur l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires, le vendeur s'enga à fournir à l'acheteur, pour chacun des lots couverts par le présent contrat, les informations obligatoires sur les denrées alimentaires permettant à l'acheteur de fournir à son tour et si nécessaire ces informations au consommateur final. Le vendeur s'engage à fournir ces informations au moyen des documents commerciaux qui accompagnent la livraison de chaque lot, ou de façon préalable à celle-ci conformément aux modalités convenues entre les parties. En ce qui concerne la liste des ingrédients, la fourniture de ces informations s'effectue au moyen d'un document conforme aux obligations règlementaires et qui sera joint aux documents commerciaux mentionnés ci-dessus. En cas de manquement à cette obligation ou en cas de transmission d'information fausse ou incomplète, l'acheteur se réserve le droit d'engager la	En cochant la case ci-contre, les Parties renoncent expressément au bénéfice de cette clause $\;\;\Box$
TRACABILITE DES INGREDIENTS UTILISES Conformément aux articles 6 à 8 du Règlement (UE) 1169/2011 sur l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires, le vendeur s'enga à fournir à l'acheteur, pour chacun des lots couverts par le présent contrat, les informations obligatoires sur les denrées alimentaires permettant à l'acheteur de fournir à son tour et si nécessaire ces informations au consommateur final. Le vendeur s'engage à fournir ces informations au moyen des documents commerciaux qui accompagnent la livraison de chaque lot, ou de façon préalable à celle-ci conformément aux modalités convenues entre les parties. En ce qui concerne la liste des ingrédients, la fourniture de ces informations s'effectue au moyen d'un document conforme aux obligations règlementaires et qui sera joint aux documents commerciaux mentionnés ci-dessus. En cas de manquement à cette obligation ou en cas de transmission d'information fausse ou incomplète, l'acheteur se réserve le droit d'engager la	
Conformément aux articles 6 à 8 du Règlement (UE) 1169/2011 sur l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires, le vendeur s'enga à fournir à l'acheteur, pour chacun des lots couverts par le présent contrat, les informations obligatoires sur les denrées alimentaires permettant à l'acheteur de fournir à son tour et si nécessaire ces informations au consommateur final. Le vendeur s'engage à fournir ces informations au moyen des documents commerciaux qui accompagnent la livraison de chaque lot, ou de façon préalable à celle-ci conformément aux modalités convenues entre les parties. En ce qui concerne la liste des ingrédients, la fourniture de ces informations s'effectue au moyen d'un document conforme aux obligations règlementaires et qui sera joint aux documents commerciaux mentionnés ci-dessus. En cas de manquement à cette obligation ou en cas de transmission d'information fausse ou incomplète, l'acheteur se réserve le droit d'engager la	
	nt aux articles 6 à 8 du Règlement (UE) 1169/2011 sur l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires, le vendeur s'engaç cheteur, pour chacun des lots couverts par le présent contrat, les informations obligatoires sur les denrées alimentaires permettant à fournir à son tour et si nécessaire ces informations au consommateur final. 'engage à fournir ces informations au moyen des documents commerciaux qui accompagnent la livraison de chaque lot, ou de façon elle-ci conformément aux modalités convenues entre les parties. Incerne la liste des ingrédients, la fourniture de ces informations s'effectue au moyen d'un document conforme aux obligations as et qui sera joint aux documents commerciaux mentionnés ci-dessus. Incerne la liste des ingrédients, la fourniture de ces informations s'effectue au moyen d'un document conforme aux obligations as et qui sera joint aux documents commerciaux mentionnés ci-dessus.
AUTRES CONDITIONS	AUTRES CONDITIONS
SAISIE LIBRE DES AUTRES CONDITIONS CONVENUES ENTRE LES PARTIES	BRE DES AUTRES CONDITIONS CONVENUES ENTRE LES PARTIES

CONDITIONS PARTICULIERES D'ENREGISTREMENT A INTER RHÔNE

Ce contrat doit être enregistré auprès d'Inter Rhône à l'initiative des contractants et, le cas échéant du courtier, au plus tard le 3 jours après sa signature, par voie électronique sur le portail interprofessionnel : https://declaration.declarvins.net/.

Un numéro d'enregistrement (visa) est attribué à l'enregistrement du contrat par l'interprofession qui adressera un accusé réception aux parties

Signaciones. L'acheteur et le vendeur déclarent avoir pris connaissance des modalités de vente telles que le prévoient l'accord interprofessionnel étendu d'Inter Rhône.

CONDITIONS PARTICULIERES LIEES A L'ENREGISTREMENT DU CONTRAT :

CONFIDENTIALITE DES DONNEES

Ce contrat destiné à Inter Rhône conservera un caractère confidentiel. Pour son exploitation, Inter Rhône est soumis au secret professionnel.





Accord Interprofessionnel Triennal 2023 -2025 - ANNEXE CONTRAT D'APPLICATION A UN CONTRAT PLURIANNUEL DE VIN EN VRAC

Saisie via Déclarvins (DTI)

Saisie le :	N° d'enregistreme	ent du contrat pluria	nnuel :		
Contrat adossé à un co	ntrat pluriannuel N° d'	enregistrement Inter-Rhône d	u contrat pluriannuel :		
	Souss	sianés			
Vendeu			Acheteur		
Туре :		Type :			
Raison sociale :		Raison sociale :			
Nom commercial :		Nom commercial :			
N° RCS / SIRET :		N° RCS / SIRET :			
Assujetti à la TVA : □ Ouì □ Non		Assujetti à la TVA: [□ Oui □ Non		
N° CVI / EVV :		N° CVI / EVV :			
N° accises / EA:		N° accises / EA :			
Adresse :		Adresse :			
Adresse de stockage		Adresse de livraison			
si différente :		si différente : Tél :			
Tél : Fax : Mél :		Fax : Mél :			
Signé sur Déclarvins, le :		<u>Signé sur Déclar</u>	vins, le :		
	ci-après désigné "le vendeur"			ci-après désigné	"i'acheteur
□ Par l'intermédiaire de :	Courtier à :		Signé	sur Déclarvins, le :	
N° d'inscription / Raison sociale / N°	SIRET			ci-après désigné	"le courtier
	PRODUIT / QUA	LITE / ORIGINE			
Appellation :	Couleur :	N	Millésime :	(sans millé:	sime)
Mention : Domaine/Château (à préciser)			Certification/Label: □	Conventionnel	
Domaine/Château : Le vendeur autorise e: être indiqué sur la facture et le document	xpressément l'Acheteur à utiliser son nom d'ex d'accompagnement. L'Acheteur devra respecte	ploitation. Ce dernier devra er les exigences du décret		Bio	
n°2012-655 du 4 mai 2012	,			Bio en conversion	
☐ Primeur				Blodynamie	
☐ Marque (à préciser):				HVE 3 Autre :	
Marque: Le vendeur autorise expresséme Autre:	ent l'Acheteur a utiliser sa marque.		leed.	7,000	
	SPECIFICITES	DU CONTRAT			
☐ Aucune spécifici		ractuel à une union	☐ Contrat interne en	re entreprises liées	
D Addute specific			L Contract monto con		
	Expédition Export :				
		QUANTITE			
	à vendre pendant toute la durée d 1 côté à lui acquérir et à lui payer :	u contrat-cadre, dans le	es conditions ci-après st	ipulées, à	
	uantités détaillées ci-dessous peuvent fa	ire l'objet d'un encadrement	t entre un plancher et un pl	afond .	
	Indiquer ici le pourcentage de la réc	colte : Un pourcentage	e de la récolte totale revendio	uée dans l'appellation	
☐ Pourcentage de la réco	olte :		ilée objet du contrat, provena sa déclaration de récolte	nt de son exploitation	
	Indiquer ici la surface (en HA)	:		d'origino contrâldo	
☐ <u>Indiquer ici la surface o</u>	[i	objet du contra	evendiquée dans l'appellation t, provenant de son exploitation luction mentionnées.		
	Indiquer ici le volume (en HL)	•			
□ <u>Un volume défini</u>	maquer ici ie volume (en HL)				
	· ·				

Accord Interprofessionnel Triennal 2023 -2025 - ANNEXE CONTRAT D'APPLICATION A UN CONTRAT PLURIANNUEL DE VIN EN VRAC

Saisie via Déclarvins (DTI)

PRIX APPLICABLE et DELAIS DE PAIEMENT

TYPE DE PRIX									
PRIX DETERMINE POUR LA DUREE DU C	CONTRAT								
REVISION DU PRIX DETERMINE									
Clause obligatoire si la durée du contrat est égale ou supérieure à 3 ans.									
Clause de révision automatique du prix Conformément à l'art. L631-24 du Code Rural	l. les parties conviennent d'un	e clause de révision du prix selor	une formule fixée librement entre elles da	ins le présent contrat.					
Catta formula doit intégrer et nondérer au m	nins les indicateurs suivants :			1					
-Dn ou plusieurs indicateurs issus du socie de -Dn ou plusieurs indicateurs relatifs aux prix c	les produits agricoles et alime	ntaire constatés sur le ou les mar	rchés sur lesquels opère l'acheteur et à l'év	olution de ces prix,					
-On ou plusieurs indicateurs relatifs aux quan	tités, à la composition, à la qu	alité, à l'origine, à la traçabilité d	es produits ou au respect d'un cahler des c	harges.					
La formule, les indicateurs et leur pondé	ration doivent être précisés	s ci-dessous :							
				1					
	I								
Date de fixation du pri	∢définitif :								
☐ PRIX DETERMINABLE POUR LA DUREE I	OU CONTRAT								
Détermination du prix			t. fint - til	Scont contrat					
Conformément à l'art. L631-24 du Code Rura Cette formule doit intégrer et pondérer au m	nins les indicateurs suivants :								
Fla ou plucioure indicateurs issue du socie de	la proposition de contrat (ind	licateur(s) relatif(s) aux coûts per	tinents de production en agriculture et à l'	évolution de ces coûts),					
-Dn ou plusieurs indicateurs relatifs aux prix o -Dn ou plusieurs indicateurs relatifs aux prix o -Dn ou plusieurs indicateurs relatifs aux quan	des produits agricoles et alime	entaire constatés sur le ou les ma valité, à l'origine, à la tracabilité d	rchés sur lesquels opère l'acheteur et à l'év les produits ou au respect d'un cahier des c	harges.					
La formule, les indicateurs et leur pondé	ration doivent être précisé	s ci-dessous :	, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,						
,									
<u> </u>									
Date de fixation du pri	x définitif :								
☐ En complément des mo	odalités de détermination	Le prix plancher convenu	rest de :						
	sent un prix plancher et un	Le prix plafond convenu	est de :						
prix plafond		1	L	<u> </u>					
Pour chacune des campag d'indexation suivante :	nes suivantes, le prix planci	her et le prix plafond sont déte	erminés en appliquant la clause						
d'indexation suivante :				1					
	to an annual sale sale sale sale sale sale sale sa	ev coûte portinante de production er	agriculture et à l'évolution de ces coûts, ceux	1					
relatifs aux prix des produits as	gricoles et alimentaires constatés	sur le ou les marchés où opère l'ach	eteur et à l'évolution de ces prix ou encore						
ceux relatifs aux quantités, à la	composition, à la qualité, à la tra	açabilité des produits ou au respect o	d'un cahler des charges.						
PRIX: Le prix s'entend Net : Hors Taxe, h	ors cotisations, hors transpo	ort, hors frais divers et hors col	urtage eventueis dui seront a regier en s	us					
PRIX APPLICABLE	7								
FRIX AFFLICABLE	_		(préciser €/HL ou €/Kg)						
		contrat d'application,	(precises eynt ou eyng)						
		licable est le suivant :							
Le prix s'entend Net : Hors Taxe	, hors cotisations, hor	s transport, hors frais d	ivers et hors courtage éventuel	s qui seront à régler					
en sus									
DELAIS DE PAIEMENT	1								
		In secure							
		DELAI LEGAL (60 jours après la date d'émissi	on de la facture)						
		□ COMPTANT	,						
		□ AUTRE							
		Si délai Inférieur au délai légal,	préciser lequel :						
Les parties décident dès l	e contrat cadre des <u>délais</u>								
de paiement :		☐ ECHEANCIER DE PAIEMEN							
		ACCORDS INTERPROFESSIONN	ELS						
		Rappels Délais i Maitié réalé au	maximum : 30 juin de l'année n+1 de la récolte et le so	lde au plus tard au 15 déc.					
			our la dernière année du contrats pluriannu						
		régler au plus ta	ard au 30 sept. année n+1 de la récolte.						
MODE ET DATE DE RETIRAISON / LIVRAISON									
		Le produit sera :	Date de début de retiraiso	n / livraison :					
Les parties décident dès i	contrat cadre des	□ RETIRE							
modalité de retiraison/liv	/raison	□ LIVRE	Date de fin de retiraisc	n / livraison :					
Thousante de Tethalsony in			l l	i i					





CONTRAT D'APPLICATION A UN CONTRAT PLURIANNUEL DE VIN EN VRAC

Saisie via Déclarvins (DTI)

CLAUSES OBLIGATOIRES CHAMP D'APPLICATION Ce contrat est exclusivement réservé aux achats de vin. Il est soumis aux présentes conditions générales sauf conditions particulières prévues par les parties venant les modifier ou les compléter FORCE MAJEURE Les parties ne sauraient être tenues responsables de l'inexécution de leurs obligations respectives si cette inexécution est due à un cas de force majeure, conformément aux dispositions de l'article 1218 du Code civil. L'exécution des obligations est suspendue pendant la durée de la force majeure, et est reprise si les effets de la clause de non-exécution prennent fin. Le cas échéant les parties signataires au contrat peuvent définir dans le cadre ci-dessous les cas de force majeure dans la limite de la loi et leur temporalité RESILIATION Conformément à l'article L631-24 du Code rural et de la pêche maritime, les parties peuvent s'accorder sur des cas de résiliation du contrat supplémentaires, en y attachant éventuellement des délais de préavis et indemnités. Si la résiliation se justifie par la modification du mode de production, le délai de préavis ainsi que l'indemnité éventuellement attachés sont minorés. En cas d'aléa sanitaire ou climatique exceptionnel indépendant de la volonté des parties, aucune pénalité ne peut être imposée au producteur ne respectant pas les volumes prévus au contrat. Délai de préavis Cas de résiliation

maritime, la résilitation ne sera pas possible. DUREE DU CONTRAT D'APPLICATION

Le contrat entre en vigueur à compter de sa signature par toutes les parties et prend fin dès lors que son objet est réalisé, soit après la retiraison ou la livraison des marchandises et le complet paiement du prix.

Si aucun autre cas de résiliation n'est défini dans le contrat pour des motifs autres que ceux prévus par l'article L 631-24 du Code rural et de la Pêche

RESERVE INTERPROFESSIONNELLE

Les volumes mis en réserve interprofessionnelle ne peuvent pas sortir des chals des opérateurs habilités et être commercialisés sous l'appellation d'origine contrôlée concernée avant la date de levée desdites mesures, fixée par l'organisation interprofessionnelle.

COTISATION INTERPROFESSIONNELLE

La colisation interprofessionnelle est due pour les deux parties contractantes. Elle est payée en totalité par le producteur sur la base de la Déclaration Récapitulative Mensuelle de sortie de chais (DRM). Celui-ci en facture la moitié à l'acheteur et l'indique sur le contrat de vente.

REPORT DU NUMERO DE CONTRAT

Le numéro du contrat de vente interprofessionnel est à reporter sur la DRM, sur la déclaration de transaction vrac de l'OI/OC concernée, ainsi que dans le registre de cave.

REGLEMENT DES LITIGES

Si un différend intervient au sujet de la présente transaction, l'une ou l'autre des parties peut saisir la Commission d'Ethique interprofessionnelle. Dans le cas contraire, ou si le recours à la Commission d'Ethique interprofessionnelle a échoué, les parties devront, préalablement à toute saisine du juge, soumettre leur différend à une procédure de médiation par le médiateur des relations commerciales agricoles et, en cas d'échec de la médiation, ils devront saisir le comité de règlement des différends commerciaux agricoles, sauf si le contrat prévoit un autre dispositif de médiation ou en cas de recours à l'arbitrage (à préciser, le cas échéant, dans les AUTRES CLAUSES en fin de contrat) En cas d'échec, le tribunal compétent sera celui du lieu du domicile du défendeur.

CONTRAT D'APPLICATION A UN CONTRAT PLURIANNUEL DE VIN EN VRAC

Saisie via Déclarvins (DTI)

CLAUSES COMPLEMENTAIRES

TRANSFERT DE PROPRIETE, TRANSFERT DES RISQUES ET RESERVE DE PROPRIETE En vertu de l'article 2367 du code civil et par dérogation à l'article 1583 du code civil, les parties conviennent que le transfert de propriété des produits objets du présent contrat interviendra au moment de leur livraison matérielle. Toutefois, si à cette date, le prix n'est pas complètement payé par l'acheteur, les produits resteront de convention expresse entre les parties la propriété du vendeur jusqu'au complet paiement du prix, dans les conditions de la clause de réserve de propriété de la loi du 12 mai 1980. Le transfert des risques à l'acheteur intervient dès l'enlèvement des produits objets du présent contrat.
En cochant la case ci-contre, les Parties renoncent expressément au bénéfice de cette clause 🛛
Le cas échéant les parties signataires au contrat peuvent définir dans le cadre ci-dessous les cas de risque ainsi que les formes et cas de mise en couvre de la clause de réserve de propriété :
EMISSION DE LA FACTURE L'émission de la facture s'effectue au plus tard à la date de prise en charge matérielle par l'acheteur prévue dans le présent contrat, que cette prise en charge ait eu lieu ou pas.
En cochant la case ci-contre, les Parties renoncent expressément au bénéfice de cette clause 🔲 Le cas échéant les parties signataires au contrat peuvent définir dans le cadre ci-dessous les modalités d'émission de la facture :
Clause relative à l'agréage des vins « Pour faire application des dispositions de l'article 1587 du code civil, il est convenu d'un accord commun entre les parties que l'agréage du vin, tel qu'il résulte dudit article, s'effectue en deux temps : . à la commande, un agréage du vin destiné à vérifier que celui-ci correspond à la qualité et/ou aux critères analytiques recherchés par l'acheteur dont une copie est communiquée au vendeur et, . à la retiraison, une confirmation d'agréage de ce même vin destinée à vérifier que celui-ci est loyal et marchand. Cette confirmation d'agréage ne permet en aucun cas à l'acheteur de refuser l'achat de façon discrétionnaire. Il ne pourra le faire que sur des faits objectifs, en raison du non-respect des normes réglementaires et/ou en raison des variations importantes des critères analytiques au jour de la commande. Une fois cette double formalité effectuée, la vente du vin est considérée comme parfaite en vertu des dispositions des articles 1583, 1585 et 1587 du code civil.
En cochant la case ci-contre, les Parties renoncent expressément au bénéfice de cette clause 🛚
TRACABILITE DES INGREDIENTS UTILISES Conformément aux articles 6 à 8 du Règlement (UE) 1169/2011 sur l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires, le vendeur s'engage à fournir à l'acheteur, pour chacun des lots couverts par le présent contrat, les informations obligatoires sur les denrées alimentaires permettant à l'acheteur de fournir à son tour et si nécessaire ces informations au consommateur final. Le vendeur s'engage à fournir ces informations au moyen des documents commerciaux qui accompagnent la livraison de chaque lot, ou de façon préalable à celle-ci conformément aux modalités convenues entre les parties. En ce qui concerne la liste des ingrédients, la fourniture de ces informations s'effectue au moyen d'un document conforme aux obligations règlementaires et qui sera joint aux documents commerciaux mentionnés ci-dessus. En cas de manquement à cette obligation ou en cas de transmission d'information fausse ou incomplète, l'acheteur se réserve le droit d'engager la responsabilité contractuelle du vendeur.
AUTRES CONDITIONS
SAISIE LIBRE DES AUTRES CONDITIONS CONVENUES ENTRE LES PARTIES

CONDITIONS PARTICULIERES LIEES A L'ENREGISTREMENT DU CONTRAT :

CONDITIONS PARTICULIERES D'ENREGISTREMENT A INTER RHÔNE

CONDITIONS PARTICULIERES D'ENREGISTREMENT AINTER KNONE

Ce contrat doit être enregistré auprès d'Inter Rhône à l'initative des contractants et, le cas échéant du courtier, au plus tard le 3 jours après sa signature,
par voie électronique sur le portail interprofessionnel : https://declaration.declarvins.net/.
Un numéro d'enregistrement (visa) est attribué à l'enregistrement du contrat par l'interprofession qui adressera un accusé réception aux parties

signataires. L'acheteur et le vendeur déclarent avoir pris connaissance des modalités de vente telles que le prévoient l'accord interprofessionnel étendu d'Inter Rhône.

CONFIDENTIALITE DES DONNEES

Ce contrat destiné à Inter Rhône conservera un caractère confidentiel. Pour son exploitation, Inter Rhône est soumis au secret professionnel.

R INTER RHÔNE DECLARATION D'APPLICATION DU PACTE COOPERATIF ENTRE UNE UNION ET UNE CAVE ASSOCIEE POUR LES TRANSACTIONS DE VIN

Première mise e	n marché				;	Saisie v	ia Déclarvins (DTI)
Saisie le :			N° de Visa de la déclaration :				
	and the second of the second o		Souss	ignés	Achotou		
gi i vitili kë përgjetë dhe in kë për			inalita ya kata ili. I		Acheteu	# April (Abelian)	
Type :				Type : Raison sociale :			
Raison sociale : Nom commercial :			1	Nom commercial :			
N° RCS / SIRET :			1	N° RCS / SIRET :			
				Assujetti à la TVA :	☐ Oui ☐ Non		
Assujetti à la TVA :				•	LI OUI LI NOII		
N° CVI / EVV :				N° CVI / EVV :			
N° accises / EA :	1			N° accises / EA :	1		
Adresse :	:			Adresse:			
Adresse de stockage			İ	Adresse de livraison			
si différente :	I .			si différente :			
Tél : Fax :				Tél : Fax :			
Mél:				Mél :			
Signé s	ur Déclarvins, le :			<u>Signé s</u>	ur Déclarvins, le :		i
						_	.:
		ci-après désigné	ı	LITE / ODICINE		C	:i-après désigné "l'acheteur"
Annalistics		PRODI		LITE / ORIGINE	Millógimo :		(Fleans millésime)
Appellation : Mention : Domaine		·····	Couleur:		Millésime : Certification/Label	: 🗆 Conv	(□ sans millésime) entionnel
Domaine/Châte	eau : Le vendeur autorise exp	ressément l'Acheteur à utiliser			,	— □ Bio	
être indiqué su n°2012-655 du		'accompagnement. L'Acheteur	devra respecter	les exigences du décret		□ Bioe	n conversion
☐ Primeur						☐ Biody	/namle
☐ Marque	(à préciser) :					☐ HVE	3
•	•	t l'Acheteur à utiliser sa marque	<u>a,</u>			☐ Autre) l
LJ Autre :	SDECIEICIT	ES DE LA DECLAR	ATION D'	ADDITION DITE	ACTE COOPERA	TIF	
	01 2011 1011			actuel à une union	7012 000, 210	••••	
<u></u>			on Export :				
			VOLUMI				
			PRIX ur	nitaire net HT hors			
	1	TE Volume	cotisation convenu en €/HL)		Part CVO payée par l'acheteur		
	Įe.	n HL)					
	TYPE DE P	RIX					
	☐ PRIX DEFINITIF						
	☐ PRIX NON DEFINITIF	Préciser : □ PRIX d'ACOMPTE					
	Z Till Kiter DET Kitti	☐ PRIX d'OBJECTIF					
		1					
		lors Taxe, hors cotisations,	hors transpo	rt, hors frais divers et hors	courtage éventuels qui	seront à	
	régler en sus						
	PAIEMEN	iT					_
☐ DELAI LEGAL ☐ COMPTANT ☐ AUTRE 60 Jours après la date d'émission de la facture. Si délai inférieur au délai légal, préciser 51 la facture est établie par l'acheteur, le délai court à lequel : compter de la date de livraison.							
		MODE ET DAT	E DE RF	TIRAISON / LIVRAIS	SON		
	Retiralson/Livralson en			on en TIRE BOUCHE	□ Retiraison/Li	vraison su	ır LATTES
	Lep	roduit sera : retiré		□ livré	/ li		
Date	de début de retiraisor	1 / IIVraison :	E	Date limite de retiraison	/ IIvraison :		

R Inter Rhône

DECLARATION D'APPLICATION DU PACTE COOPERATIF ENTRE UNE UNION ET UNE CAVE ASSOCIEE POUR LES TRANSACTIONS DE VIN

Première mise en marché

CLAUSES OBLIGATOIRES

Saisie via Déclarvins (DTI)

Cette déclaration d'application du pacte cooperatif est exclusivement réservée aux transactions de vin d'une cave coopérative dans le cadre de l'activité de collecte-vente de vin de l'unions dont elle est associé-coopérateur. Elles est soumis aux présentes conditions générales sauf conditions particulières prévues par les parties venant les modifier ou les compléter

FORCE MAJEURE

CHAMP D'APPLICATION

Les parties ne sauraient être tenues responsables de l'inexécution de leurs obligations respectives si cette inexécution est due à un cas de force majeure, conformément aux dispositions de l'article 1218 du Code civil. L'exécution des obligations est suspendue pendant la durée de la force majeure, et est reprise si les effets de la clause de non-exécution prennent fin.

Le cas échéant les parties signataires au contrat peuvent définir dans le cadre ci-dessous les cas de force majeure dans la limite de la loi et leur temporalité:

RESERVE INTERPROFESSIONNELLE

Les volumes mis en réserve interprofessionnelle ne peuvent pas sortir des chais des opérateurs habilités et être commercialisés sous l'appellation d'origine contrôlée concernée avant la date de levée desdites mesures, fixée par l'organisation interprofessionnelle.

COTISATION INTERPROFESSIONNELLE

La cotisation interprofessionnelle est due pour les deux parties contractantes. Elle est payée en totalité par le producteur sur la base de la Déclaration Récapitulative Mensuelle de sortie de chais (DRM). Celui-ci en facture la moitié à l'acheteur.

REPORT DU NUMERO DE LA DECLARATION D'APPLICATION DU PACTE COOPERATIF

Le numéro de la résente déclaration est à reporter sur la DRM, sur la déclaration de transaction vrac de l'Ol/OC concernée, ainsi que dans le registre de cave

AUTRES CONDITIONS

SAISIE LIBRE DES AUTRES CONDITIONS CONVENUES ENTRE LES PARTIES

CONDITIONS PARTICULIERES LIEES A L'ENREGISTREMENT DE CETTE DECLARATION

CONDITIONS PARTICULIERES D'ENREGISTREMENT A INTER RHÔNE

Cette déclaration doit être enregistrée auprès d'Inter Rhône à l'initiative des contractants au plus tard le 3 jours après sa signature, par voie électronique sur le portail interprofessionnel : https://declaration.declarvins.net/.

Un numéro d'enregistrement (visa) est attribué à l'enregistrement de cette déclaration par l'interprofession qui adressera un accusé réception aux parties sionalaires.

signataires. L'acheteur et le vendeur déclarent avoir pris connaissance des modalités de vente telles que le prévoient l'accord interprofessionnel étendu d'Inter Rhône.

CONFIDENTIALITE DES DONNEES

Cette déclaration d'application du pacte coopératif destinée à Inter Rhône conservera un caractère confidentiel. Pour son exploitation, Inter Rhône est soumis au secret professionnel.

